



30 ans d'Essonne

30 ans de ville nouvelle:

la naissance d'une ville nouvelle



photo D. PLANQUETTE 1970

30 ans d'Essonne

30 ans de ville nouvelle :

la naissance d'une ville nouvelle

Photocopié par AERAT, 77 Savigny le Temple
Tirage : 300 exemplaires

Dépôt légal : décembre 1998
ISBN 2-9513446-0-0

SOMMAIRE

	page
INTRODUCTION	7
<u>I. LA VILLE NOUVELLE: UNE DECISION VENUE D'EN HAUT</u>	9
I.1 <u>POURQUOI DES VILLES NOUVELLES AUTOUR DE PARIS ?</u>	10
I.2 <u>LES VILLES NOUVELLES, "UNE AVENTURE INTELLECTUELLE" ?</u>	12
I.3 <u>CARACTERISTIQUES DES VILLES NOUVELLES</u>	14
I.4 <u>LE CHOIX D'EVRY</u>	15
<u>II. LES ACTEURS DE LA REALISATION DE LA VILLE NOUVELLE</u>	17
II.1 <u>UN HOMME POLITIQUE MISSIONNAIRE DE LA VILLE NOUVELLE</u> (entretien avec Michel Boscher)	18
II.2 <u>LE DISCOURS D'UN AMENAGEUR</u> (entretien avec André Darmagnac)	27
<u>III. TEMOINS LOCAUX</u>	37
III.1 <u>LA SECRETAIRE DE LA MAIRIE D'EVRY</u> (entretien avec Sylviane Bertrand)	38
III.2 <u>UN HABITANT DU VIEIL EVRY</u> (entretien avec Charles Cornet)	44
ANNEXES	47
CHRONOLOGIE	48
BIBLIOGRAPHIE	50
GLOSSAIRE DES SIGLES	53

INTRODUCTION

Par la présente publication, l'association **Mémoire de la ville nouvelle** (MVN) inaugure la série des **DOCUMENTS MEMOIRE**, destinés à fournir aux lecteurs des documents synthétiques - non exhaustifs - sur des thèmes donnés, et à leur "ouvrir l'appétit", afin qu'ils aient envie de fouiller plus avant dans les richesses bibliographiques existantes (voir en annexe la bibliographie et la liste des lieux de consultation sur l'agglomération nouvelle).

Cette série débute par un retour aux sources de la ville nouvelle d'Evry, il y a une trentaine d'années. En effet, le projet de villes nouvelles autour de Paris a été révélé lors de la publication du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (SDAURP) en juin 1965 ; toute une série d'événements fondateurs se sont déroulés dans les années qui ont suivi, et ce, jusqu'au 19 mars 1975, jour de l'inauguration de l'Agora et du centre commercial régional, jour qui a marqué "la naissance d'une ville nouvelle" (voir la chronologie en annexe).

La présentation de ce premier DOCUMENT MEMOIRE est la suivante :

- d'abord, des extraits de deux ouvrages : le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne* (édition La Documentation française, n° spécial, avril 1966), et *Paul Delouvrier ou la passion d'agir*, Roselyne Chenu (© éditions du Seuil, 1994) ; ces extraits forment le contenu du chapitre I :
 - I. LA VILLE NOUVELLE : UNE DECISION VENUE D'EN HAUT
- ensuite, des entretiens avec des acteurs ou témoins de la création de la ville nouvelle ; ces entretiens ont été réalisés par l'association ACTE 91, lors de la préparation de l'exposition "Essonne, naissance d'un département" ; ils sont regroupés en deux chapitres :
 - II. LES ACTEURS DE LA REALISATION DE LA VILLE NOUVELLE
 - III. TEMOINS LOCAUX
- enfin, en annexe, des informations bibliographiques ou factuelles:
BIBLIOGRAPHIE, CHRONOLOGIE et GLOSSAIRE DES SIGLES

Je tiens à remercier plus particulièrement le SAN d'Evry qui soutient notre action depuis de nombreuses années, l'association ACTE 91 qui a accepté que nous publions plusieurs entretiens, les éditions du Seuil et Roselyne Chenu, qui nous ont autorisés à publier des extraits de son ouvrage, Sylviane Bertrand, Michel Boscher, Charles Cornet, les membres du conseil d'administration de Mémoire de la ville nouvelle, Claude et Halima Alt, Dominique Planquette et Henri Jarrige.

Yves Damoiseau
président de MVN

I. LA VILLE NOUVELLE : UNE DECISION VENUE D'EN HAUT

Extraits :

- du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (SDAURP), rendu public en 1965 (La Documentation française, 1966)
- du livre de Roselyne Chenu, *Paul Delouvrier ou la passion d'agir* (© éditions du Seuil, 1994)

I.1 POURQUOI DES VILLES NOUVELLES AUTOUR DE PARIS ?

(SDAURP, pages 21, 64-65, 83)

I.2 LES VILLES NOUVELLES, "UNE AVENTURE INTELLECTUELLE" ?

(Roselyne Chenu, *op. cit.*, pages 263 à 265)

I.3 CARACTERISTIQUES DES VILLES NOUVELLES

(SDAURP, divers extraits pages 70 à 75)

I.4 LE CHOIX D'EVRY

(Roselyne Chenu, *op. cit.*, pages 254-255, et SDAURP, pages 124-125)

I.1 POURQUOI DES VILLES NOUVELLES AUTOUR DE PARIS ?

Extraits du *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris* (SDAURP), rendu public en juin 1965 (La Documentation Française, 1966)

page 21 :

Accroissement considérable des besoins par tête, accroissement important du nombre de "têtes" : voilà les données certaines du futur que l'évolution économique et démographique de la France impose à la région de Paris et qui commandent la nécessité et les dimensions d'un urbanisme novateur.

Pour l'urbanisme, la croissance économique est sans doute plus déterminante encore que la croissance démographique ; la majeure partie de la tâche de l'aménageur n'est pas de faire face au passage de la région de Paris de 8,4 à 14 millions d'habitants, mais de faire face au passage des désirs solvables de l'habitant d'aujourd'hui, ou plutôt de son père ou de son grand-père - car c'est en fonction de leurs possibilités que la plus grande partie de la ville et de la banlieue a été dessinée - aux désirs solvables de son fils et de son petit-fils.

Cette constatation ne vaut pas seulement pour Paris, mais pour l'ensemble des villes de France et du monde occidental, et les conséquences de cet accroissement des désirs solvables sont encore loin d'être pleinement mesurées.

pages 64-65 :

La dimension du nouveau schéma directeur est conçue précisément pour changer l'échelle des réponses, parce que les faits d'aujourd'hui et de demain changent l'échelle des problèmes.

Ce changement de dimension est fondamental pour remédier aux maux déjà énoncés :

- pour faire face à l'insuffisance clairement perçue des grands ensembles, à l'absence d'équipements collectifs de trop de banlieues, à la congestion du centre, il n'y a pas d'autre remède que de créer des *centres urbains nouveaux*, qui seront villes nouvelles dans les zones d'extension, et centres urbains renforcés, diversifiés et rénovés dans les banlieues actuelles ;

- pour mettre fin à la pénurie de terrains à bâtir comme à la disparition des espaces libres, il faut sortir hardiment du périmètre d'agglomération fixé il y a cinq ans¹, mais en choisissant les zones d'extension ; pour faciliter les transports et surtout rapprocher les habitants des lieux de loisirs et de la campagne, l'extension spatiale doit être canalisée selon des *axes préférentiels* sur lesquels la croissance progressive des villes nouvelles sera possible ;

- pour permettre enfin les interdépendances entre l'agglomération actuelle et ses extensions à venir, entre les espaces construits et les espaces libres, entre les villes de l'agglomération et la campagne, il faut organiser *l'unité* de ce qui va devenir non plus seulement l'agglomération parisienne, mais la *région urbaine* de Paris.

¹ NLDR: il s'agit du PADOG qui limitait l'agglomération à son emprise existante, sans extension possible si ce n'est par des dérogations au coup par coup (cf. Roselyne Chenu, *op. cit.*, p. 233-234 et 239-240).

page 83 :

Paris avec les communes immédiatement limitrophes est des villes les plus denses du monde, une de celles où l'exiguïté des logements, des ateliers, des usines, des bureaux est la plus manifeste ; c'est donc une des villes que la croissance des revenus, rendant solvables les désirs d'agrandissement, fera "exploser" spatialement, si l'on peut employer ce mot pour un phénomène qui s'accomplira en plusieurs années. Même s'il faut vingt ans, que sont vingt ans dans la vie d'une ville ? C'est donc bien une explosion qui aura lieu. Le dynamisme de l'agglomération parisienne ne peut être brisé : il doit seulement être canalisé.

1.2 LES VILLES NOUVELLES, "UNE AVENTURE INTELLECTUELLE" ?

Extraits du livre de Roselyne Chenu, *Paul Delouvrier ou la passion d'agir* (© éditions du Seuil, 1994)

pages 263 à 265 :

Comment vous êtes-vous défendu contre les critiques plus ou moins ouvertes que vous avez essuyées ? Pompidou n'est pas chaud au départ, Chalandon, des députés, le sénateur Bonnefous sont contre; Giscard d'Estaing, ministre des finances, est opposé aux ZAD et Edgard Pisani, ministre de l'Equipement, posant en avril 1967 la première pierre symbolique de la préfecture d'Evry, qualifie méchamment l'opération des villes nouvelles de "gageure urbanistique" et "d'aventure intellectuelle".

Je me souviens... Pisani m'avait téléphoné la veille, pour m'informer qu'il tenait à assister à cette cérémonie et qu'il m'y emmènerait en hélicoptère. (J'aime ce moyen de transport : on ne peut pas se parler. En Algérie, c'était le seul endroit où le général de Gaulle ne pouvait pas me faire d'observations cinglantes.) Pisani, donc, ne me dit rien. Mais je le vois encore assis sur une table dans le baraquement d'André Lalande, le responsable de la future ville nouvelle d'Evry : agacé, il balançait nerveusement ses longues jambes et nous prédisait effectivement que tout cela ne resterait qu'une aventure intellectuelle !

Pour me défendre, j'avais cette fois le général de Gaulle, qui avait adopté - et fait adopter par le gouvernement - non seulement le projet dans son ensemble, avec la justification du schéma directeur et des hypothèses qui le fondaient, mais encore tous les choix d'urbanisme, l'emplacement des grandes infrastructures à réaliser, celui des villes nouvelles, etc. Il était mon bouclier.

De quoi vous accusait-on ?

Il paraît que nous avions mis des H.L.M. là où il ne fallait pas, que les gens votaient mal (de nouveaux locataires, donc de nouveaux électeurs, avaient été installés dans des logements décidés avant mon arrivée et terminés vers 1965-1966 : j'en étais responsable !) ; les villes nouvelles allaient renverser les majorités et virer à gauche : c'était le grand argument qu'on m'opposait dans mes bagarres pour obtenir des crédits. En réalité, nous étions des contestataires du conservatisme de la majorité comme de l'opposition, sans le moindre souci électoral. Préoccupés uniquement des moyen et long termes - comment loger et faire vivre les gens, et les faire vivre mieux ? -, nous répétions aux maires qu'ils ne se souciaient pas assez de leurs nouveaux habitants et qu'ils en verraient les conséquences électorales. Parce que nous disions vrai, cela ne nous fut pas pardonné.

J'ai subi des attaques personnelles virulentes de la part de deux ou trois élus. Elles sont restées verbales. Le député-maire d'Evry, Michel Boscher, nous décocha des lazzis : j'étais un dictateur, Millier un chef coutumier² ! Probablement avons-nous imposé une volonté, mais non sans avoir au préalable suscité une compréhension véritable.

Ceux qui voulaient s'opposer au projet se sont d'abord heurtés à l'hypothèse de base : nos chiffres étaient irréfutables, même si nous pouvions être accusés d'avoir tablé sur une immigration provinciale trop importante. C'est exact, mais nous avions aussi prévu son arrêt possible. Les recensements successifs

² NLDR : M. Michel Boscher a vite été converti à la politique des villes nouvelles, comme il l'explique fort bien dans l'entretien qu'il a accordé à ACTE 91 (voir ci-après II.1)

nous ont donné raison. Il n'était donc pas facile de nous critiquer sur les ordres de grandeur de la population.

A partir de là, une conséquence s'imposait : où loger ce surplus ? Nous avions inventé les villes nouvelles pour éviter le développement anarchique des banlieues et la fabrication croissante de citoyens mutilés. On en critiqua alors la trop grande proximité de Paris, mais le débat s'éteignit, dès que furent rendus publics les nouveaux départements et les choix des chefs-lieux de préfecture (dont deux étaient des villes nouvelles). Les critiques portèrent enfin sur les applications concrètes, quand il fallut exproprier des terrains individuels et que des députés se sentirent touchés dans leurs fiefs.

I.3 CARACTERISTIQUES DES VILLES NOUVELLES

Extraits du *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP)*, rendu public en juin 1965 (La Documentation Française, 1966)

page 72 :

Ce serait une utopie de penser souhaitable, pour réduire la distance entre l'habitat et le lieu de travail, que chacun soit conduit à travailler dans la rue, dans le quartier ou dans la commune où réside sa famille.

Ce que veulent apporter les centres urbains nouveaux prévus au schéma directeur, ce sont, moins éloignées que le centre de Paris, des activités d'une diversité et d'une taille telles que des possibilités de choix et de promotion y soient ouvertes à la plupart.

pages 73-74 :

La vie urbaine est faite de rencontres et d'échanges et, mieux que des équipements dispersés, un à un, au milieu d'usines ou d'habitat, les centres urbains nouveaux peuvent contribuer à donner aux habitants des banlieues ce que la vie urbaine peut leur apporter de facultés d'épanouissement humain.

La distinction entre le nombre d'habitants d'une ville et le nombre de personnes que dessert le centre de cette ville vaut particulièrement pour les "villes nouvelles", puisqu'elles ne seront qu'une partie de l'agglomération dans son ensemble : en d'autres termes, très souvent, les coeurs des villes nouvelles desserviront à la fois, les habitants nouveaux et ceux qui résident déjà dans l'actuelle banlieue, aux fanges de l'agglomération parisienne.

page 70 :

Les équipements à grouper dans les centres urbains nouveaux seront :

- en matière d'éducation : des facultés ou des établissements spécialisés d'enseignement supérieur ;
- en matière culturelle : la maison de la culture, le théâtre, la salle de concert, le cinéma d'exclusivité ;
- en matière sportive : la piscine olympique et le stade ;
- en matière commerciale : le grand magasin, l'hôtel important, le restaurant de classe ;
- en matière administrative, ce sera souvent la préfecture ou la sous-préfecture, regroupant nombre de services publics autour d'elle en une cité administrative.

Il s'agit donc bien d'un centre urbain, aux multiples fonctions telles que les centres des villes les ont assurées depuis l'origine des temps, et non de simples centres commerciaux dont l'étranger présente des exemples, et qui, privilégiant la fonction d'achats par rapport à toutes les autres, n'offrent du centre de la ville qu'une image mutilée.

I.4 LE CHOIX D'EVRY

(SDAURP, pages 124-125, et R. Chenu, *op. cit.*, pages 254-255)

I.4.1 Extrait du livre de Roselyne Chenu, *Paul Delouvrier ou la passion d'agir* (© éditions du Seuil, 1994)

pages 254-255 :

Qui a décidé des emplacements des villes nouvelles ?

Mes collaborateurs et moi, en concertation avec les préfets : Matignon m'avait laissé libre. Cela s'est passé en même temps que la gestation du schéma directeur.

Après être arrivés à cette idée de villes nouvelles et avoir examiné les axes de la Seine, de la Marne et de l'Oise, où la capacité de réception des vallées était insuffisante pour loger cinq millions et demi de nouveaux habitants, nous avons décidé de monter sur les plateaux, afin d'y trouver suffisamment de terres proches de Paris - de vingt-cinq à trente kilomètres, pour respecter la loi d'une heure³ -, pas trop compliquées à relier au centre par des transports en commun : la croissance s'opérerait par un desserrement de la capitale et nous savions qu'en matière d'urbanisme on avance d'un mouvement non pas discontinu, mais quasi continu.

Le premier plateau qui nous parut à l'évidence répondre à nos critères fut celui d'Evry : l'autoroute A6 le desservait. Nous pourrions trouver des terres proches à la fois de la ville de Corbeil, où passait une ligne de chemin de fer - qui serait prolongée jusqu'à Evry -, et de Ris-Orangis, qui permettait, *via* Juvisy et Orly, de remonter à Paris : ainsi se peuplerait l'axe de la Seine en amont.

I.4.2 Extraits du *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris* (SDAURP), rendu public en juin 1965 (La Documentation Française, 1966)

pages 124-125 :

Les deux villes nouvelles prévues [au sud-est de la région parisienne] seront situées de part et d'autre de la Seine :

- l'une sur la rive gauche, entre Corbeil, Ris-Orangis et l'autoroute du Sud ;
- l'autre sur la rive droite, en face de Corbeil, entre la forêt de Sénart, les bois de Rougeau et l'autoroute du sud-est. La ville nouvelle de la rive gauche pourra à terme accueillir une population de l'ordre de 120 000 habitants ; la préfecture, centre administratif du nouveau département de l'Essonne, a déjà été localisée en son centre, sur Evry. L'usine de la SNECMA constitue l'amorce d'un secteur d'activités qui s'étendra aux abords de l'autoroute du Sud. La ville nouvelle de la rive droite, plus importante car elle pourra atteindre dans 35 ans 400 000 habitants, aura son centre principal dans le secteur de Tigery en bordure sud de la forêt de Sénart.

³ NDLR: Temps nécessaire pour parcourir la distance entre le coeur d'une cité et sa périphérie, temps maximum tolérable pour aller de son habitat à son lieu de travail (*cf.* Roselyne Chenu, *op. cit.*, p. 244)

Ainsi se constituera peu à peu, avec Melun en forte croissance, Corbeil, Ris-Orangis, une vaste agglomération qui pourrait à terme approcher le million d'habitants. Les "villes" qui la composeront s'organiseront de part et d'autre de la Seine, dont les rives devront être aménagées en espaces de loisirs et de promenade. La forêt de Sénart et le bois du Rougeau inclus dans cette vaste zone devront être protégés et aménagés.

II. LES ACTEURS DE LA REALISATION DE LA VILLE NOUVELLE

Les entretiens qui suivent ont été réalisés par ACTE 91⁴ dans le cadre de l'exposition "Essonne, naissance d'un département"

II.1 UN HOMME POLITIQUE MISSIONNAIRE DE LA VILLE NOUVELLE

(entretien avec Michel Boscher)

II.2 LE DISCOURS D'UN AMENAGEUR

(entretien avec André Darmagnac)

⁴ ACTE 91 = association culturelle et technique de l'Essonne

II.1 UN HOMME POLITIQUE MISSIONNAIRE DE LA VILLE NOUVELLE

Muriel Genthon
Entretien avec Michel Boscher
du 23 novembre 1995

Muriel Genthon

Pouvez-vous nous dire comment a été choisi Evry comme préfecture ?

Michel Boscher

Chacun savait que le gouvernement entendait promouvoir la division de la Seine-et-Oise qui était devenue un département hypertrophié avec deux millions d'habitants, des difficultés de circulation considérables est-ouest d'où l'idée justifiant cette division. Il s'est agi de créer un département du sud qui est devenu l'Essonne, (lorsqu'il a fallu choisir le nom du département, il y a eu des opinions différentes et moi je me rappelle avoir suggéré Seine-et-Orge, en gardant le sigle S et O). Je crois qu'à l'époque on n'avait pas encore déterminé quelle serait la préfecture et c'est un beau jour en 1964 que j'ai été averti par un appel téléphonique du Ministre de l'intérieur, qui était à l'époque Roger Frey, qu'Evry, Evry Petit-Bourg à l'époque, avait été choisi pour être la préfecture du futur département de l'Essonne en même temps que ce serait une ville nouvelle. Roger Frey m'avait dit « tu prends contact avec Paul Delouvrier qui est l'homme qui va s'occuper de tout ça ». J'ai vu Delouvrier une première fois, le contact n'a pas été extraordinaire ; moi j'étais maire d'un petit bourg ce qui me convenait parfaitement. Je n'avais pas de raison de penser qu'il était nécessaire d'en faire une grande ville. Finalement on a discuté assez longuement... Je l'ai revu. Je me suis un peu laissé convaincre, du reste, il l'a dit lui-même ultérieurement. « Finalement Boscher est une tête de lard, mais enfin je suis arrivé à le convaincre ! ». C'est ainsi qu'Evry a été choisi. Il y avait un double aspect du problème, il y avait le côté politique, géographie politique, c'est-à-dire la scission de la Seine-et-Oise, la création de trois départements et notamment l'Essonne, le choix de la préfecture. C'était là l'aspect disons politique. Il y avait parallèlement le choix de la ville nouvelle dans le cadre de ce qui allait devenir le schéma directeur de 1965 et qui comprenait le choix des sites des villes nouvelles : Evry, Cergy-Pontoise, etc. Cette double option s'est faite simultanément. Il est évident que l'une n'allait pas sans l'autre, il n'y avait pas de raison particulière de choisir Evry comme chef-lieu si ce n'était pas pour en faire une ville importante, puisque on a du mal à penser qu'un chef-lieu de département puisse être un village de deux mille habitants.

M.G. *Comment cela vous a-t-il fait réagir ?*

M.B. Eh bien vous savez on se laisse séduire. Je me suis investi dans cette aventure, je me suis laissé séduire, je ne vous le cache pas, Delouvrier était très persuasif et puis après tout c'était une grande aventure, c'était assez plaisant : pourquoi pas après tout. Si on n'avait pas choisi Evry qu'est-ce qu'on pouvait choisir ? On aurait pu choisir une des sous-préfectures qui n'avait pas de vocation particulière à devenir préfecture, notamment Corbeil qui était enserrée dans des limites géographiques très étroites, et qui de plus politiquement ne donnait pas des garanties d'objectivité totale. J'ajoute que la logique de Delouvrier, s'agissant de l'aménagement de la région, était très convaincante. Je me suis laissé emballer par cette histoire et je m'y suis investi complètement. Pratiquement de 1965 à 1972-1973, je me suis transformé malgré moi en urbaniste, en géographe, en tout ce qu'on voudra.

M.G. *En missionnaire de la ville nouvelle ?*

M.B. En missionnaire de la ville nouvelle. J'ai appris des tas de choses. Vous savez c'est un avantage dans le système politique français, quand on vous charge d'une responsabilité pareille, d'être parlementaire, ce qui était mon cas, depuis déjà pas mal d'années : on a une certaine autorité, un certain poids. On peut discuter beaucoup plus facilement avec l'administration, que si l'on est simplement le petit maire rural du coin. L'administration française était déjà très « énarquée » à l'époque ; elle a toujours eu tendance à considérer que ceux qui n'en sont pas sont des incompetents. Alors finalement à ce point de vue là... J'ai été très secondé par André Lalande, qui était directeur de l'Etablissement public qui a été la cheville ouvrière de la mise en œuvre de la ville nouvelle. Il y avait un tas d'aspects techniques du problème qui m'échappaient notamment toute l'appropriation foncière, qui était du ressort essentiellement de l'Etablissement public, que j'assistais et que j'aidais d'autant que j'en étais le président mais enfin disons que le fonctionnement pratique était tout de même dévolu au directeur, en l'occurrence André Lalande.

M.G. *Est-ce que vous savez comment a été choisi Evry, comment ça s'est fait ?*

M.B. Non honnêtement, je n'ai jamais sondé les reins et les coeurs. J'ai été averti je vous disais par un appel téléphonique un beau matin, on me dit « ne quittez pas, le ministre de l'intérieur vous parle », très bien et Roger Frey me dit : « voilà je te préviens que !... » Bon finalement je n'ai jamais cherché à savoir, je n'ai jamais été fouiner pour savoir ce qui s'était dit en conseil des ministres - par définition ça ne se dit pas à l'extérieur - mais enfin je pense qu'il y a eu une série de raisons dans laquelle le fait que j'étais qui je suis n'était pas totalement étranger, mais je ne dis pas que c'était la condition prédominante.

M.G. *Alors ensuite une fois que la ville nouvelle et la préfecture étaient décidées, comment cela s'est passé ? Comment est-ce que les choses se sont passées ?*

M.B. Il a fallu d'abord vendre l'idée aux populations du coin. A Evry même j'avais tout de même une grande autorité, il n'y a pas eu de mouvements divers, pas de protestations. J'ai l'impression que les gens se sont dit : « Boscher après tout, bon c'est peut-être pas mal son truc, on va le laisser faire », c'était à peu près ça. Je ne dis pas qu'il y avait un enthousiasme démesuré, mais enfin il n'y avait pas non plus d'opposition. Inversement dans le voisinage, il y a eu évidemment les oppositions politiques à Corbeil et puis, plus tard à Ris-Orangis où le maire des débuts qui n'était pas un de mes « ennemis » politiques, a été remplacé par un maire très à gauche qui n'avait pas les mêmes sympathies pour moi. Plus on s'éloignait du noyau dur d'Evry, plus on trouvait des gens qui étaient effectivement réticents, notamment les maires, je pense en particulier à l'un qui était un homme charmant, maire de Bondoufle, qui se voulait propriétaire de son lopin, et qui ne voulait pas qu'on y mette le nez. A Lisses, ça a été la même chose en plus accentué puisqu'on avait en plus des oppositions politiques. On a pu vendre l'idée de la nouvelle ville assez facilement à Evry, déjà plus difficilement dans les environs, dans les communes voisines, et assez mal dans les plus grandes communes du pourtour, c'est-à-dire essentiellement Corbeil-Essonnes et Ris-Orangis, mais ça s'est fait finalement pas trop mal. Il n'y a jamais eu de manifestations, drapeaux en tête et défilés devant la mairie en disant « Assez la ville nouvelle ». Les gens ont accepté ça assez calmement. Toujours dans ces cas-là, le plus difficile - au début - c'est le problème du territoire, du terrain plus exactement. Personne n'a été gêné ; les acquisitions foncières qui ont eu lieu, essentiellement à Evry, ont eu pour interlocuteur un seul et unique propriétaire foncier, qui habitait fort peu sur place, qui n'avait pas au demeurant des liens affectifs très marqués avec la population car il avait eu quelques problèmes pendant la guerre, enfin je passe...

Les acquisitions foncières se sont faites à l'encontre de ce seul propriétaire ce qui fait qu'il n'y a pas eu cette réaction qu'il aurait pu y avoir si on avait dit à monsieur Tartampion vous avez 2000 m de terrain, j'en ai besoin pour faire la ville nouvelle ! Ca aurait été affreux. Ce n'était pas du tout le cas. La réaction de la population dans l'ensemble a été très calme en disant : "Bon on verra bien" et puis il y avait quand même une petite fierté parce que ça allait de pair avec le choix de la ville comme chef-lieu. On a eu quand même une petite fierté en disant : « Ah, ah ! on est devenu préfecture. C'est pas si mal ! » Voilà.

M.G. Au départ la ville nouvelle était prévue pour avoir un périmètre plus vaste. Comment cela s'est passé ?

M.B. Oh oui vous savez les histoires de périmètres ça a été très compliqué parce qu'il a fallu être assez diplomate pour éviter de heurter de front. On a violé la commune de Lisses, car elle était indispensable mais on s'est arrangé. Ris-Orangis aurait pu logiquement pour une partie au moins être incorporé. On ne l'a pas fait. Bondoufle est venu volontairement. Il n'y a pas eu d'accroc grave. Exemple un peu ridicule, mais enfin qui vous montrera comment on agissait, on a eu à un moment donné peur d'une réaction défavorable à Evry même du fait de l'existence du cimetière. Le cimetière d'Evry a pour particularité de se trouver au-delà de la route nationale, au milieu des champs. Il était là depuis de nombreuses années et j'ai fait en sorte que le périmètre de la ville nouvelle exclue le périmètre du cimetière d'Evry qui est resté rattaché à l'ancienne commune. C'était une satisfaction purement morale, qui n'avait pas de sens particulier, mais qui allait au devant d'éventuelles protestations disant : « on déménage nos morts ». Et puis alors il a fallu également régler des problèmes de voisinage avec Corbeil notamment au plan des ressources financières puisque la taxe professionnelle a une grosse importance et il y avait à Corbeil à la limite d'Evry, la SNECMA qui était un gros morceau. Evidemment on s'est efforcé de faire en sorte que la SNECMA rentre dans la ville nouvelle de manière à avoir la taxe professionnelle, ce qui avait évidemment pour conséquence de gêner considérablement Corbeil. D'où une négociation dont je ne me rappelle plus très bien l'issue, mais je me rappelle qu'elle a eu lieu.

M.G. Il me semble que c'était partagé en deux.

M.B. Oui il y a eu un partage. Je ne sais plus très bien le détail des discussions.

M.G. Qu'est ce que cela a signifié pour vous la ville nouvelle, quel avenir vous voyiez à Evry ? C'était quand même le modernisme en marche. Qu'est-ce que cela voulait dire dans votre esprit ?

M.B. Si vous voulez, je me suis laissé encore une fois convaincre. Le problème, vu surtout en 1960-1965, de l'extension de la région parisienne se posait de manière dramatique, pour quelqu'un qui vivait ou qui a vécu dans cette banlieue, cette grande banlieue parisienne, qui a vu même l'extension d'innombrables lotissements, pavillons en meulière et autres, la destruction des bois de Sainte-Geneviève, que sais-je... Quand on avait un peu le sens des responsabilités, et on l'a forcément dès lors qu'on s'occupe de la chose publique, il y a toujours quelque chose à faire. Il faut quand même arrêter un peu ça, essayer d'être un peu plus cohérent et un peu plus raisonnable. La préfecture en tant que telle, c'est flatteur, mais ça n'avait pas de sens comme je vous le disais tout à l'heure, s'il n'y avait pas une opération urbanistique, c'est-à-dire la ville nouvelle. Je me suis laissé emballer parce que finalement c'était très logique, surtout à l'époque où on voyait une région parisienne de 12 millions d'habitants, 10 ans ou 15 ans plus tard - ce qui ne s'est pas révélé exact mais enfin ce n'était pas tellement absurde à l'époque - et on se disait si on ne fait pas quelque chose on va avoir un mitage abominable de proche en proche et on va avoir une espèce de zone pavillonnaire,

entrecoupée de barres et de tours d'H.L.M. de ci de là, qui va aller des portes de Paris jusqu'à Corbeil ou jusqu'à Melun. Donc il était temps d'y mettre de l'ordre et c'est peut-être la principale raison intellectuelle qui m'a fait adhérer à cette affaire et à m'investir dedans.

M.G. Alors comment on devient maire d'une ville nouvelle, comment ça se passe ?

M.B. On ne devient pas, on l'est. Moi j'étais maire d'Evry depuis 1947. Puisque les frontières géographiques n'avaient pas évolué et que les communes étaient restées ce qu'elles étaient je suis resté jusqu'en 1977 où j'ai été battu par les gens qui étaient arrivés depuis peu et qui n'avaient aucune raison d'avoir pour moi des sympathies particulières, qui ont voté purement politique. C'est comme ça, c'est ça la démocratie, on n'y peut rien ; mais il y a une rupture obligatoirement dans une commune qui grandit lentement mais régulièrement, les gens ont le temps de s'assimiler, de connaître leurs élus et de s'intégrer dans un contexte déterminé : vous arrivez à 2.000 - 3.000 - 4.000 - 5.000 habitants, et puis tout d'un coup il vous en arrive 10 ou 20 000 d'un seul coup, il est évident que ceux-là n'ont rien à voir avec la population d'origine et par conséquent ils forment une espèce d'entité totalement distincte qui n'a pas les mêmes réactions, ce qui est logique.

M.G. Elle a grossi d'un seul coup, la ville ?

M.B. Elle a grossi oui, je ne pourrai pas vous donner des chiffres, ça vous pourrez les retrouver facilement mais disons qu'au fur et à mesure que les quartiers s'élevaient, c'étaient des arrivées de plusieurs milliers d'habitants à la fois, donc ça se faisait très brusquement.

M.G. Comment s'est passé l'organisation de la ville nouvelle, à un moment donné le problème s'est posé de savoir comment administrer une ville nouvelle, comment ça s'est passé ?

M.B. Pendant un bon moment disons que l'organisateur-chef, le bras séculier principal c'était quand même l'Etablissement public. Je ne dis pas du tout que je m'en suis désintéressé, loin de là au contraire mais l'impulsion primaire était celle de l'Etablissement public de la ville nouvelle qui proposait. Il m'est arrivé de refuser des choses, je me souviens très bien avoir dit : « moi je ne veux pas de bâtiments de niveau trop élevé » parce que la mode était encore à l'époque de faire des douze ou treize niveaux. Dans un des quartiers, les Epinettes, le dernier dont j'ai surveillé la mise en œuvre, j'ai dit non ! pas plus de cinq niveaux, enfin six avec le rez-de-chaussée, parce que je trouvais ça absurde. Le schéma global de la ville a été arrêté en plein accord entre les urbanistes de l'Etablissement Public et les élus siégeant à son Conseil d'administration. A l'époque je me suis trouvé aussi rapporteur général du schéma directeur de 1965 au District de la région parisienne. Je m'étais à l'époque entouré de gens intelligents, qui avaient des idées, j'en avais aussi, et ces idées après discussion ont été transcrites dans le schéma directeur. Je les ai plus ou moins appliquées ou ai tenté de les appliquer à Evry, par exemple, le refus des excès de hauteur, l'existence de rues de préférence non rectilignes, au contraire sinueuses, de manière à se rapprocher des anciennes façons de vivre, toute une foule d'idées qui allaient un peu à l'encontre des idées reçues des années 1960-1970 qui venaient tout droit des théories d'Oscar Niemeyer ou autre, qui rêvait de barres et de cubes, d'espaces vides très larges avec de l'herbe d'un côté et du béton de l'autre. Si on les avait laissé faire, ils auraient fabriqué des fausses villes, des villes artificielles. Alors c'est là une des actions que j'ai pu mener, encore qu'on s'entendait fort bien avec l'Etablissement public, notamment avec Lalande et des observations que j'ai été amené à faire, on a finalement beaucoup tenu compte.

M.G. *Avec le recul aujourd'hui, vous pensez qu'Evry est une ville réussie ?*

M.B. Je n'y vais guère, mais enfin il m'arrive d'y passer. Je m'y perds d'abord parce que ça a été tellement vite que je ne m'y retrouve plus, mais somme toute, je trouve que ce n'est pas mal. L'idée d'origine de faire d'abord le centre et ensuite des excroissances, des quartiers, a été la bonne idée. L'autre idée était de créer des emplois, en même temps qu'on crée les habitations. Je crois qu'avec ces deux idées là ça a été la raison de ce que je considère à tort ou à raison, comme le succès d'Evry. Je crois que ça n'a pas été partout le même cas. Je ne veux pas jeter la pierre à tel ou tel. Il y en a une qui ressemble beaucoup à Evry dans son concept, c'est Cergy-Pontoise, les autres c'est moins évident et je crois que cette idée de partir du centre, et ensuite construire vers les périphéries a été sage. Maintenant vous savez une ville ça ne se fait pas en 20 ans ou en 30 ans, il faut plusieurs générations pour arriver à asseoir tout cela dans son environnement, à faire que les gens s'identifient à leur ville, comme les Parisiens sont des Parisiens depuis 2000 ans, les gens d'Evry ne seront des Evryens à proprement dit que dans quelques dizaines d'années au plus tôt.

M.G. *Et quel sens cela a pour vous le fait qu'Evry soit une préfecture, soit le centre d'un département ?*

M.B. Cela ne m'impressionne pas, c'est peut-être « flatteur » parce qu'on y retrouve les centres de décision. En l'espèce, le choix était assez judicieux parce qu'il n'y avait aucun problème de place pour bâtir la préfecture, pas besoin de démolir un quartier pour la créer. C'est un des points d'attache forts de la ville nouvelle. La ville nouvelle a bénéficié évidemment du fait qu'elle était préfecture par la venue d'activités connexes, le va-et-vient des gens qui se rendent à la préfecture. Il y a eu une espèce de développement concentrique autour de la préfecture qui a joué favorablement pour le sort d'Evry.

M.G. *On dit que c'est vous qui avez demandé à ce que Petit-Bourg ne figure pas dans le nom d'Evry.*

M.B. C'est moi qui l'ai décidé avec le conseil municipal bien entendu : Ca faisait un peu tarte ! Petit-Bourg avait très peu d'années d'existence. Evry s'appelait jadis Evry-sur-Seine et il y a eu les confusions postales innombrables avec Ivry-sur-Seine. Mes lointains prédécesseurs, sous le septennat de Sadi Carnot avaient obtenu un décret, changeant le nom d'Evry-sur-Seine en Evry Petit-Bourg en ajoutant le nom du hameau de Petit-Bourg. Evry Petit-Bourg n'existait que depuis 1890, donc le nom n'avait que 70 ans d'âge. Le changement paraissait plus approprié pour un chef-lieu de département.

M.G. *Vous disiez tout à l'heure que c'était un petit peu compliqué l'histoire du partage des responsabilités entre la ville nouvelle et les communes proprement dites en 1970, quand on a voté la loi Boscher.*

M.B. Ça a été l'intérêt de la loi de mettre un peu au net les responsabilités : responsabilités de gestion et responsabilités financières. Il fallait bien que la ville nouvelle ait des ressources et par ailleurs il ne fallait pas non plus trop dépouiller les communes des leurs. Il y a eu une espèce d'équilibre à trouver, mais il fallait que ce soit concrétisé par un texte, d'où la loi, qui a survécu. Rocard que je connaissais bien s'intéressait beaucoup aux villes nouvelles, est arrivé ensuite aux affaires et n'a eu de cesse que de changer la loi parce qu'il avait ses idées sur la question. Finalement en dehors des modes de désignation des représentants au deuxième degré, elle n'a pas tellement changé, ce qui fait qu'apparemment elle n'était pas mauvaise en soi.

M.G. *Est-ce que ce n'était pas une espèce de compromis, parce qu'au départ l'idée des promoteurs des villes nouvelles, c'était quand même une suppression des communes ?*

M.B. Bien sûr. Dès qu'on touche en France aux pouvoirs locaux, aux institutions locales, on a affaire à des gens qui sont enracinés dans un système qui est celui des anciennes paroisses qui remontent au moyen-âge et l'individualisme communal est extrême. Tout le monde est d'accord pour dire que sur 36.000 communes en France, il y en a 35.000 de trop ! Mais c'est comme ça, c'est pas demain la veille qu'on changera ! La décentralisation permet aux habitants d'avoir leur maire sous la main si je puis dire, et ce n'est pas si mauvais que ça. Il y a des inconvénients, chacun les connaît, mais ceci pour vous dire qu'il fallait trouver un moyen, un moyen terme entre l'efficacité et les traditions. On aurait pu penser qu'en effet supprimer les quatre communes, en faire une nouvelle à la place des quatre autres aurait été la solution idéale. C'est pas évident que ce soit vrai. A l'usage on se serait peut-être aperçu des inconvénients, ne serait-ce qu'à cause d'une population préétablie qui avait son mot à dire et qui continue à exister. En outre cette solution contrevenait aux usages français, à toute une histoire qui remonte à des siècles, qui confie la gestion des affaires locales aux locaux. Il a fallu trouver une solution intermédiaire : le « syndicat communautaire », une variante des syndicats intercommunaux. Ça a permis d'aspirer vers le haut un certain nombre d'activités qui étaient jusque-là dispersées entre les communes et pour des raisons d'efficacité, qu'il fallait coiffer par un pouvoir sur une zone plus large. Finalement je ne sais pas où ça en est actuellement, je ne m'y intéresse plus guère, mais pendant 20 ans ça ne s'est pas si mal passé que ça. Il y a eu des heurts inévitables mais les maires des communes intéressés se retrouvaient au sein du syndicat communautaire. Ils ont accepté de collaborer très largement. Il y a eu quelques décisions qui ont été prises mais très peu, à la majorité contre une minorité. Généralement à l'intérieur du syndicat communautaire, comme à l'Etablissement public, il y avait un large consensus.

M.G. *L'idée de supprimer des communes, c'était juste une idée comme ça. Est ce qu'il y a eu une réalité ?*

M.B. Non, c'était une de ces innombrables idées que l'on met en avant. Je ne veux pas mettre en cause les brillants énarques, mais c'était le type même de la fausse bonne idée qui logiquement se trouve justifiée, mais si l'on va sur le terrain et que l'on affaire aux gens du crû, ça ne tient pas la route.

M.G. *J'ai quand même le sentiment qu'il n'y a pas que des amis des villes nouvelles, vous m'avez parlé de Pisani, était-il isolé ? Vous disiez qu'il a fallu convaincre au début ?*

M.B. Pisani n'y croyait pas au départ. Il y avait, et certainement maintenant encore, une carapace extraordinairement résistante de l'administration contre tout ce qui est nouveau. L'administration de ce pays vit sur un acquit. On vit paisiblement dans une espèce de train-train, de routine et on ne veut pas en changer. Un des souvenirs que j'ai en particulier dans ce domaine c'est que lors des fréquentes réunions (c'était un des gros avantages de la formule ville nouvelle), on avait une espèce d'autorité sur les représentants départementaux des administrations centrales, hormis les finances bien entendu. Je me rappelle des réunions avec des gens des P.T.T., de l'éducation nationale, de l'agriculture à qui il fallait arriver à faire avaler une idée qui leur était totalement étrangère. Je vous donne un exemple très précis. Je me souviens fort bien dans les années 1960-1965-1968, il avait été question de construire dans un immeuble qui allait se faire, une école maternelle en rez-de-chaussée. Aussi curieux que cela puisse paraître, à l'époque, ce n'était pas prévu ! L'éducation nationale a poussé des glapissements en disant qu'il a le règlement qui remonte à Mac Mahon qui prévoit qu'il faut du grillage, des m² par enfant, ceci cela, donc c'est pas possible. On est arrivé à les violer et on a construit à l'époque une des premières maternelles de la ville nouvelle, en rez-de-chaussée d'un ensemble immobilier. Ça s'est admirablement bien passé, mais il a fallu se battre comme des

chiffonniers avec l'administration. Ca n'existait pas, donc ce n'était pas possible. Et ça on l'a vu x fois avec les représentants de ces administrations, des gens parfaitement honorables, qui se trouvaient enfermés dans leur logique, dans ce qu'ils croyaient être des obligations et qui devenaient des opposants de fait sur le terrain. Et puis il y a eu les opposants d'idéologie. A l'Assemblée nationale, je n'étais pas très populaire à l'époque. Les provinciaux dans l'ensemble, étaient farouchement hostiles aux villes nouvelles. Ils voyaient dans l'utilisation de crédits pour les villes nouvelles une diminution des mêmes crédits pour leur propre région. En règle générale la représentation parlementaire provinciale était assez hostile aux villes nouvelles. Tout cela a évolué : les villes nouvelles ne sont plus tellement des villes nouvelles, elles rentrent presque dans le giron des organisations normales, ça ne se sent plus tellement.

M.G. *Ils craignaient peut-être aussi que le fait d'aménager la région parisienne est une façon d'aspirer encore un peu plus la population. On l'a reproché à Delouvrier en disant que c'était une façon de vider la France.*

M.B. Oui, Paris et le désert français, ça remonte à 1947. Non, je crois qu'on a fait un mauvais procès à Delouvrier. Il y avait, sauf à faire ce qu'on pouvait imaginer dans des pays totalitaires où les gens avaient des passeports intérieurs, et où on leur disait : vous n'avez pas le droit d'aller à tel endroit (ce qui n'est pas heureusement le système français) : qu'on pouvait dissuader la venue des gens en région parisienne par des systèmes d'aide économique favorisant l'installation en province d'industries ou d'activités de manière à inverser le courant, mais il n'y avait aucun moyen de stopper brutalement en disant : « Halte là ! ». Je vous rappelle que l'histoire de France fourmille d'édits, d'interdictions du temps des rois ; déjà Paris était considéré comme un monstre au 16^e ou 17^e siècle. Il y a eu des édits d'interdiction plusieurs fois sous Louis XVI où on disait : au delà de la barrière on n'a pas le droit de s'installer. On démolira votre baraque si vous la construisez. En fait on n'a rien démolit du tout. Devant cette situation, Delouvrier a pris à mon sentiment une décision courageuse qui consistait à dire : on ne peut pas stopper brutalement et par un simple fait du prince, l'extension de la région, faisons le de manière coordonnée et intelligente. Je ne circule pas tellement en région parisienne, mais on a le sentiment que l'essor de la région parisienne s'est un peu tassé. On est à 10 millions d'habitants semble-t-il. Mais cette espèce de mitage s'est beaucoup ralenti. A ce point de vue là, les villes nouvelles ont joué un rôle intéressant.

M.G. *Alors vous diriez quand même que c'est une aventure ?*

M.B. Oui enfin maintenant ça n'a plus grand sens de dire ça, mais dans la situation d'il y a 30 ans c'était une grande nouveauté. L'urbanisme un peu dirigiste, orienté, à ce niveau-là, était une nouveauté, c'était une chose assez difficile à avaler pour beaucoup de gens et pas facile à réaliser.

M.G. *Je crois que ça a été une dernière expression d'un état fort ?*

M.B. Oui sûrement. C'était l'époque où le général de Gaulle disait du Plan : « c'est une ardente obligation ». Le Plan n'existe plus guère, en tous cas ce n'est plus une ardente obligation. Alors la mentalité des gens a beaucoup changé. Il ne faut pas dire non plus que rien ne peut se faire sans la volonté du prince ou de l'Etat. Il y a des moments, où des situations sont difficilement solubles parce qu'il y a des rivalités d'intérêts, des tas de difficultés qui se font jour, il y a effectivement des moments où il faut que l'Etat intervienne. Ça a été le cas.

M.G. *Et le fait d'avoir été battu aux élections de 1977 vous l'attribuez justement à la ville nouvelle ou à d'autres circonstances ?*

M.B. C'est évident. Quand vous avez affaire à une arrivée massive de gens, qui ne vous connaissent pas... cela pose des problèmes... Alors qu'en réalité moi j'avais soutenu l'inverse avant en disant : « Vous verrez si on leur donne tout ce à quoi ils peuvent prétendre, terrain de sports, gymnases, crèches, tout ce qu'on peut imaginer, il n'y a aucune raison qu'ils soient hostiles à la municipalité en place ». Je me suis mis le doigt dans l'œil ! Simplement pour la raison suivante, quand les gens arrivent, ils ne sont pas étonnés de trouver des équipements dont ils ont besoin, ils trouvent ça normal. S'il n'y en avait pas, alors là ce serait affreux ! Deuxième chose, ils arrivent dans un site où ils n'ont aucune espèce de relation, aucun lien avec ce qui s'est passé avant et où, par conséquent la municipalité est une inconnue. Ils votent selon leurs préférences politiques nationales. Il s'est trouvé qu'une liste socialiste s'est présentée, qui a été élue.

M.G. *C'était révélateur de l'esprit ?*

M.B. Ca s'est situé en 1977 si vous vous rappelez, il y a eu un grand mouvement vers la gauche dans les élections municipales. A Evry ça a été amplifié par ce phénomène, j'en suis absolument persuadé, par des gens qui sont arrivés, qui n'avaient aucun contact avec ce qui s'était passé avant.

M.G. *Et qui n'en souhaitaient pas ?*

M.B. Oui. Ils n'en avaient pas l'occasion. Voilà que 5 000 ou 10 000 personnes arrivent un beau matin entre deux élections municipales, ils ne vous connaissent pas. Vous ne pouvez pas les voir un par un. Ce sont des gens qui se sont installés là, mais qui auraient pu se trouver à Carpentras. Pour eux Evry n'avait pas de sens. Ils venaient d'ailleurs. Ils ont choisi Evry parce qu'il y avait des H.L.M., de l'accession à la propriété à de bonnes conditions, des emplois, c'était pratique, il y avait une ligne de chemin de fer directe avec Paris. Ils n'avaient aucun attachement particulier à cette région d'Ile-de-France. Ils ont réagi comme beaucoup de gens réagissent : on voulait Machin qui était socialiste, pas Boscher qui était R.P.R..

M.G. *Ce qui nous intéresse, c'est l'esprit dans lequel vous l'avez fait. C'est quand même très important et ça on ne le trouve pas dans les livres.*

M.B. Non c'est vrai. Justement on m'a envoyé un mémoire que j'ai là. J'y ai trouvé des contresens, à mon point de vue, sur la manière dont les choses se sont déroulées. Quand on n'a pas été mêlé aux événements, c'est un peu comme l'historien qui essaye de démêler les fils de la révolution de 1848 ou de celle de 1789. On est en deuxième, troisième, cinquième mains et il est très difficile de reconstituer le passé.

M.G. *Nous dans le cadre d'une exposition, ce qui est important c'est d'expliquer aux gens le contexte dans lequel ça s'est fait. Ça je crois, c'est très oublié. La ville nouvelle n'est plus tellement ville nouvelle. C'est l'impression que ça donne. C'est-à-dire que les banlieues à la fois elles ont évolué elles sont de moins en moins perdues. Il y a de plus en plus de commerces. Et en même temps Evry devient de plus en plus une ville-dortoir, d'une certaine manière, encore qu'il y ait des activités à cause de la préfecture entre autres. Ça a quand même tendance à se lisser. Les différences étaient plus fortes, semble-t-il, il y a 20 ans qu'aujourd'hui.*

M.B. On est parti de cette idée qui devait être une idée forte. On avait comme repoussoir les villes nouvelles anglaises. J'ai été deux, trois fois visiter les villes nouvelles anglaises. J'avais été frappé par le parti pris des villes qui avaient systématiquement voulu s'éloigner de Londres et se situer de telle manière qu'il n'y avait aucun moyen de communication. Il y a du pour et du contre. Du pour parce que ça évite les villes-dortoirs mais il y a du contre car ça évite tous liens pratiques avec la capitale où il y a quand même des raisons d'aller ou de venir. Nous avons essayé de faire un compromis, d'imaginer une entité qui se satisfasse à elle-même, d'où l'idée des centres commerciaux, secteurs industriels et autres, mais qui était quand même accessible de Paris de manière à permettre aux gens de pouvoir venir s'établir, d'où la nouvelle ligne de chemin de fer. Ce sont des choix qui sont difficiles à opérer. Vous me dites que c'est devenu davantage ville-dortoir, je le déplore parce que ce n'était pas l'idée de départ, maintenant là encore on n'est pas maître des choses. Une ville évolue à partir du moment où elle existe et indépendamment de ceux qui l'ont créée. Il y a des villes qui ont été des succès, d'autres des échecs. Quand au 17^{ème} siècle, nos ancêtres ont créé la ville Richelieu ou la Roche-sur-Yon, on a cru faire à l'époque un chef-d'œuvre et ça a été des échecs. Donc on ne peut pas tout contrôler, il y a une évolution qui nous échappe totalement.

II.2 LE DISCOURS D'UN AMENAGEUR

François Faraut, Muriel Genthon
Entretien avec André Darmagnac
du 12 juin 1995

Muriel Genthon

Monsieur Darmagnac, racontez-nous comment vous êtes venu ici, à quelle date... Au début, je crois, vous étiez à l'EPEVRY.

André Darmagnac

Oui, on est arrivé à l'EPEVRY en février 1967 dans un bâtiment préfabriqué, qui existe toujours. C'est le premier par lequel on entre. Il n'y avait seulement que la partie à gauche du hall d'entrée. Donc la partie du bâtiment qui est à gauche du hall en entrant, il n'y avait que ça ; et le hall était tout seul et puis après c'étaient les champs de blé, on voyait les lièvres qui se donnaient rendez-vous. C'était la période des amours des lièvres du côté du Parc aux Lièvres, il n'y avait que des labours et ils venaient jusque sous nos fenêtres.

A cette période-là on avait l'impression d'une grande précarité, parce qu'on dérangeait tout le monde et même les administrations ne croyaient pas en la ville nouvelle.

D'abord, on en dérangeait un certain nombre, en particulier l'Equipement, par exemple, la Direction de l'Equipement. Cette mission qui était parachutée par monsieur Delouvrier, si loin que ça, ça faisait tiquer au point que, quand on a inauguré notre maison deux ou trois mois après, au mois de mai, ou juin il y a eu un conflit ouvert entre Pisani, ministre de l'Equipement et Delouvrier, délégué général au District.

A ce moment-là les terrains de tout le plateau appartenaient à la famille Pastré. Donc de l'acquisition ou pas de ces terrains-là allait résulter qu'on allait pouvoir faire cette ville nouvelle ou pas. L'Etat espérait bien les acquérir, et alors là, ça faisait plus de 1000 hectares tout de suite. La famille Pastré était décidée à vendre, avait failli déjà vendre à la Banque de Paris et des Pays-Bas tous ces terrains-là. Et puis Delouvrier avait fait barrage au moment du schéma directeur, il avait pris des décrets de ZAD qui avaient empêché la transaction. L'Etat était donc prioritaire pour racheter ces terrains, mais la famille Pastré se faisait tirer l'oreille. Et les événements de mai 1968 ont été pour beaucoup dans sa décision à accepter de vendre.

Donc à ce moment-là, on connaissait un Evry rural, complètement rural. Il y avait le petit village. Surtout ce qui tenait le plus de place à Evry à ce moment-là, je crois que c'étaient les parcs d'anciens châteaux dans lesquels on avait construit des HLM ou des logements collectifs, le Parc de Petit-Bourg en particulier, c'était l'exemple type. Mais il y avait aussi le Parc de Mousseau. Il y avait encore le couvent de Mousseau. On a démoli le château ensuite. Mais l'ensemble du Bonhomme en Pierre était là, dans ce parc. C'étaient des excroissances nouvelles pour loger le personnel, surtout d'IBM - pour le parc de Petit Bourg - ou bien le personnel de la SNECMA aussi pour tout le secteur de Mousseau. A la SNECMA, il y avait une cinquantaine d'autobus qui amenaient les salariés tous les jours.

Le noyau de vieille population d'Evry était assez étranger à tout ça, et regardait d'un mauvais oeil ces nouveaux venus d'IBM ou de la SNECMA qui changeaient tout. Le vieux corps de population c'était 500 habitants à la Libération. Dans tout ça, il y avait des histoires de clans : il y avait les pro-Pastré et les anti-Pastré surtout. Et puis c'était assez marqué par les descendants des valets de ces châteaux. Dans le Conseil municipal de Boscher il y avait Bordat par exemple. Je crois qu'il n'est pas mort encore. Monsieur Bordat était, je crois, un descendant du régisseur d'un de ces domaines-là. Il y avait un état d'esprit, si j'ose dire, plus royaliste que le roi, ils étaient dans la défense de l'intérêt du château, beaucoup plus impliqués que les propriétaires eux-mêmes, sans doute. Enfin je caricature

un peu. Le Conseil municipal de monsieur Boscher donnait, à entendre parler les gens qui le composaient, ces sensations-là. Il n'y avait guère que monsieur Boscher qui croyait vraiment à sa ville nouvelle ; nous aussi ! Mais quand on allait dans les services départementaux, alors là, on soulevait des rires plus ou moins directs.

M.G. *Les services départementaux, c'est-à-dire déjà la préfecture ? Les nouveaux services départementaux ?*

A.D. Ah oui, alors la préfecture était là-bas à Corbeil à la place de la sous-préfecture actuelle ; le préfet était là-bas et les services départementaux s'étaient installés aux Tarterêts, dans des bâtiments provisoires. J'étais chargé des équipements scolaires, sportifs, culturels et même un moment de santé. Donc avec le directeur de l'EPEVRY, enfin de la Mission à ce moment-là, j'étais allé voir, je me souviens, le directeur de la Jeunesse et des Sports et puis le directeur de la DASS ; les uns comme les autres avaient un peu levé les bras au ciel en disant "Vous y croyez, vous, à tout ça ?"

François Faraud

Pourtant, ils avaient été nommés pour le nouveau département ?

A.D. Ah oui, pour le nouveau département, mais la ville nouvelle, alors là ça !

M.G. *Mais enfin ils n'existaient pas sans la ville nouvelle, la Préfecture était liée à la conception de la ville nouvelle, c'est étonnant.*

A.D. Déjà ça, ça soulevait un peu de suspicion parce que les gens de Corbeil étaient morts de jalousie. On leur avait laissé entendre, pendant plusieurs mois, que ça serait eux la nouvelle Préfecture et ça leur est passé sous le nez, ils ne l'ont pas digéré ; le maire de Corbeil résistait, appuyait de tout son poids sur l'opinion et il avait quelques oreilles attentives au moins, sinon favorables, dans les services départementaux.

M.G. *Vous disiez tout à l'heure qu'il y a eu un conflit avec la D.D.E. Vous, vous l'avez vécu ce conflit-là à l'intérieur de l'EPEVRY ?*

A.D. Oui ! C'est-à-dire que l'EPEVRY faisait une espèce d'extra-territorialité à enlever à la compétence du directeur de l'Equipement, la zone du département où il allait se construire le plus de choses. Donc il n'aimait pas trop ça. Il y a eu donc d'abord ce conflit entre Delouvrier et Pisani dont je vous ai parlé tout à l'heure, mais ensuite les choses ont continué. La démission de Pisani n'a pas résolu la question. Il a fallu qu'il y ait un arbitrage du temps où c'était monsieur Ortoli qui était ministre de l'Equipement, Ortoli a pris une décision disant que le périmètre de la ville nouvelle, c'était les quatre communes et puis le reste c'était la D.D.E., du ressort du département. Parce que les premières études que l'EPEVRY a sorties, celles qu'on a faites, nous on étudiait une ville nouvelle de quatorze communes !

Vous avez pu voir les premiers documents de l'EPEVRY qui devaient s'appeler je crois "Structures et options", c'était sur les quatorze communes.

Peu à peu s'est mis en place le syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle, le SCA. La loi Boscher est arrivée en 1970 ou 1971 et l'application de la loi Boscher a donné lieu au SCA d'Evry, pendant que s'étaient constitués des syndicats intercommunaux à Corbeil, Lisses, Villabé d'un côté, et puis d'un autre côté la Boucle de l'Orge a fait syndicat autour de Sainte-Geneviève-des-Bois. Il y a eu toute une période jusqu'en 1971 - 1972 où la ville nouvelle ce n'était que des projets,

que des idées auxquels on a accordé de plus en plus de crédit, mais il n'y avait aucune réalisation concrète. La première réalisation a été la préfecture, et c'était une préfecture en plein champ ; on pouvait ironiser sur le préfet aux champs, et le premier préfet aux champs, je crois, était monsieur Aurillac.

M.G. *Je crois que c'était Orsetti.*

A.D. Oui, mais est-ce que Orsetti a logé à Evry ? Orsetti était à Corbeil. Mais le premier préfet installé à Evry a été Aurillac. Aurillac a fait beaucoup pour faire disparaître tous ces doutes et suspicions qui traînaient dans les services départementaux. Aurillac d'abord, c'était un ancien du cabinet de Pompidou. Donc Pompidou était président de la République, quand Aurillac prenait des positions, on avait tendance à le suivre, et il avait beaucoup de personnalité. Le grand revirement dans les services départementaux date de cette époque, c'est lui. Mais pourtant ce n'est qu'en 1972, 1973 que les premiers quartiers ont été livrés. Les premiers habitants, ça doit être en 1972 au Champrier-du-Coq et à Courcouronnes.

Assez vite, en 1972, on a désigné un chargé de mission d'animation et en 1973 on a fondé l'association Evry-animation qui a recruté de plus en plus, a essaimé et s'est mise à fonder d'autres associations après elle : Evry accueil, l'ACAVE, la mission d'éducation permanente. D'abord elle a été implantée à la ferme du Bois-Briard, de même que la bibliothèque. Le premier conservateur de la bibliothèque était installé au Bois-Briard. La ferme du Bois-Briard a servi même avant cela dès 1971, je crois, de lieu d'exposition des maquettes et plans du projet de ville nouvelle.

M.G. *Cela a servi de premier lieu de culte. Il y eu même une messe.*

A.D. C'est possible. Mais c'était sans suite, ce n'est pas devenu une habitude. Par contre il y a eu des spectacles, plusieurs fois des chapiteaux de cirque dans la cour, pour les spectacles d'Evry-animation.

F.F. *C'est quelque chose qu'on retrouve dans les villes nouvelles : La ferme est "le" lieu ?*

A.D. Je crois que c'est nous qui avons fait école. A Saint-Quentin, l'Etablissement public s'est installé dans la ferme, mais comme lieu d'animation, il a restauré une vieille commanderie de templiers. A Marne-la-Vallée, il y a la ferme du Buisson.

Les animateurs de plus en plus nombreux - en 1975, ils étaient plus de 100 - ont commencé à arriver avec les premiers habitants.

M.G. *Etait-ce une volonté de la ville de développer les animateurs ?*

A.D. Non, c'était une politique du secrétariat général des villes nouvelles.

M.G. *Quelle était leur mission. Qu'étaient-ils chargés de faire ?*

A.D. Ils étaient chargés d'organiser la vie sociale, de favoriser la naissance de la vie sociale. On voulait éviter de faire comme dans les grands ensembles. Pour énormément de choses, on a pris le contre-pied des grands ensembles. D'abord pour la conception, par rapport aux grands ensembles, on voulait revenir à la rue, et au mélange d'activités. Et puis, par rapport aux grands ensembles, pour l'animation, on ne voulait pas simplement livrer des logements où les gens viennent, sans qu'il y ait

personne pour les accueillir. On voulait qu'il y ait des "facilitateurs" pour organiser la vie sociale. On mettait en place des maisons de quartier, on livrait les maisons de quartier en même temps que les quartiers. Evry-animation était une mission d'animation de l'ensemble de la ville nouvelle au dessus du quartier, au niveau de la globalité et qui d'une part accueillait les habitants et préparait l'Agora en projet, son fonctionnement.

Cela n'est pas propre à Evry, donc il y a des missions d'animation dans toutes les villes nouvelles, avec un bilan. Ça a duré quelques années. Il y a eu des bilans écrits. Tout ça a été largement aidé par l'Etat, et puis par le fonds d'intervention culturelle (FIC). Ces bilans d'activités et d'intervention sont disponibles au Secrétariat général, ce sont de gros volumes. Ça a eu des suites très variées, d'une ville nouvelle à l'autre.

M.G. Pensez-vous que ces animateurs ont rempli leur rôle ?

A.D. Ils ont rempli leur rôle, c'est-à-dire que sur Evry, ils ont joué un rôle non négligeable. En particulier on a pu le mesurer dans les cinq ou six années, de 1975 à 1980 à peu près. Il y avait toute une stratégie qui se mettait en place et qui commençait à produire vraiment pas mal d'effets. La stratégie était de s'appuyer sur deux pôles : un pôle moderne, un pôle ancien. Un rappel du passé et une ouverture sur l'inconnu et, l'avenir, la nouveauté. Cette ouverture c'était l'Agora et puis le rappel du passé : la ferme du Bois-Briard. Par exemple, il y a eu toute une série d'activités : c'était la mode des racines à cette époque-là.

M.G.- F.F. 1975, c'est l'année du Patrimoine. Cette mode n'est pas finie. C'est là où on a commencé à voir fleurir des initiatives sur le patrimoine.

A.D. On faisait par exemple une quinzaine bretonne, ou occitane, ou antillaise, à l'Agora avec les lieux offerts par l'Agora. On faisait venir des chanteurs. Alan Stivell, etc..., enfin toutes les vedettes de l'époque. Ça attirait les milieux celtiques d'ici et des environs. Les animateurs d'Evry-animation gardaient le contact avec ces gens-là et mettaient à leur disposition la ferme du Bois-Briard où ils venaient faire des réunions. Peu à peu comme ça, un grand nombre de réseaux de relations avaient pris l'habitude d'utiliser la ferme du Bois-Briard pour leurs activités propres. Il y avait des regroupements sur la base des origines, mais il y avait aussi sur la place de l'Agora des hôtes. Il y avait un stand. Vous aviez toujours deux ou trois jeunes dames qui étaient à disposition pour parler avec ceux qui passaient et une de ces jeunes dames organisait des soirées, alors-là c'était assez fabuleux : On appelait ça la maison des racines. Il y avait des gens de quinze, vingt pays différents, du monde entier, de d'Egypte de Corée, des Etats-Unis, d'Irlande, de Scandinavie, etc... Des gens travaillaient à IBM par exemple. On a alors repris contact avec des réseaux d'immigrés d'avant-guerre : polonais, tchèques ou bien espagnols de Corbeil. Tous ces gens-là se retrouvaient à des soirées au Bois-Briard ! Il y avait tout un tissu social, sérieusement, autour des racines.

M.G. La maison des racines, qu'est-ce que c'est ?

A.D. Pour la maison des racines, il y a eu un gros changement, vers la fin des années 1970. Peu à peu, c'est la mairie qui a pris le contrôle. Maintenant la maison des racines est gérée par la mairie de Courcouronnes, qui la réserve pour les mariages, ou fêtes des habitants de Courcouronnes.

M.G. Mais à l'origine, c'était une maison qui devait servir à des rassemblements d'ethnies différentes.

A.D. Oui, ça a été une opération lourdement subventionnée par le FIC pour servir aux habitants de toute la ville nouvelle et même au-delà, à tous les réseaux de relations que les animateurs réussissaient à

accrocher, qui se retrouvaient là. Il y a eu des fêtes de tous les latinos-américains assez gigantesques. Il y a eu tous les réfugiés du Chili, en particulier à une époque. C'était vraiment ça l'objectif : servir à tous les réseaux qui pouvaient exister et dans l'esprit même du directeur de l'EPEVRY, il y avait une volonté de développer des activités globales ville nouvelle, car il craignait qu'une municipalité veuille s'approprier ça et le réserver à ses habitants. C'est ce qui a fini par se passer.

Les animateurs ont fondu comme neige au soleil. Donc il n'y avait plus d'activités, il n'y avait plus de besoins d'utiliser la ferme du Bois-Briard. Maintenant elle est très sous-utilisée. Mais elle a énormément servi, d'une part à cela côté sud ; et puis côté nord, le logement bourgeois abritait l'EPEVRY. Le directeur de l'EPEVRY avait pratiquement tous les midis un repas d'affaires et tous les responsables de la région se sont rencontrés ici.

M.G. Evry-animation avait été mise en place par l'EPEVRY ?

A.D. Oui, l'EPEVRY avait été le support, comme dans toutes les villes nouvelles. C'est l'établissement public qui a recruté un chargé de mission et qui a alimenté le budget d'Evry-animation. L'EPEVRY devait apporter la moitié du budget de fonctionnement, le FIC et les ministères de la Culture et Jeunesse et Sports l'autre moitié. On faisait des montages comme ça.

M.G. C'était vraiment la volonté de l'Etat de développer la vie sociale, pas seulement de faire du béton...

A.D. Oh oui. Au ministère de la Culture, Augustin Girard avait réuni tous les gens qui dans les établissements publics s'occupaient de ça. Un groupe de travail avait fait venir tous les gens de théâtre, les grands animateurs de France. Augustin Girard nous disait clairement : "Que vos bétonneurs de directeurs fassent leur travail de béton, mais nous, on va organiser la vie sociale ! Il voulait qu'on soutienne un travail d'organisation de la vie sociale. Et même Bragot à l'époque où on cherchait un directeur pour l'Agora nous avait reçu avec le directeur de l'EPEVRY et nous avait fait tout un sermon pour nous dire que la culture c'était bien joli, mais priorité au social ! Priorité à créer un tissu social ! Il y avait un de ses jeunes adjoints qui s'appelait Faivre d'Arcier et qui laissait dire, mais quand l'Agora a été construite, il s'est agi de faire fonctionner l'Agora : Faivre d'Arcier a dit : Niet ! Pas de culture municipalisée. Vous ne réunissez pas les conditions pour avoir un vrai CAC, donc on ne fait pas d'association culturelle à l'Agora.

M.G. La politique avait changé entre temps. C'est incroyable ce que vous dites. On n'invente rien...

A.D. Il y avait des personnes comme Augustin Girard ou Véronique Cayla délégués du FIC. Il y a eu, du temps de Giscard, le thème de la qualité de la vie et de l'innovation culturelle : alors de cela on s'est gargarisé. La maison des racines aurait pu avoir beaucoup de financements parce que c'était une innovation culturelle sur la base des racines : ça correspondait à plusieurs priorités en même temps !

Il y a eu parmi tous ces animateurs des gens qui ont fait leur chemin par la suite. Il y a eu un animateur cinéma qui était Mosco Bouco. Cela ne vous dit pas grand chose. C'est le réalisateur du film "l'Affiche Rouge" (sur le réseau Manoukian pendant la Résistance).

M.G. Et dans la ville, ils se voyaient ces animateurs ?

A.D. Oui, parce qu'il y avait en été, pour les jeunes qui ne partaient pas en vacances, "l'opé-vacances". Si vous voulez être au courant de ça, vous lisez le journal "La Nouvelle". C'est le reflet de tout cela.

Dans tous les quartiers, il y avait des cinémas en plein air, des concours de boules, toutes sortes d'activités à la fois, pour les jeunes. Il y avait des voyages à la mer, des excursions en péniche... Pendant l'année, il y avait des points forts, des fêtes.

Il y a eu aussi, parce que, je ne vous ai pas parlé avant la mode des racines ou la mode de l'innovation, la mode des équipements intégrés. Les équipements intégrés, c'est ce qui nous a permis de faire l'Agora.

Au début des années 1970, à la tête des quatre ou cinq principaux ministères financeurs d'équipements publics se trouvaient ce qu'on appelait à l'époque les chefs de service du Plan : ministères de l'Education nationale, Jeunesse et sports, Culture, Santé. A ce moment chacun des chefs de services du Plan se connaissait et avait à peu près les mêmes idées. Ils se rejoignaient sur une espèce de consensus de faire ce qu'au Québec on avait appelé "la révolution tranquille".

F.F. *C'était à quelle époque ?*

A.D. En 1970 - 1971 - 1972 à peu près. Ils faisaient une espèce de club occulte, sans aucun statut, sans aucune mission. Ils se retrouvaient entre eux. Une de leurs premières réalisations a été le centre éducatif et culturel du Val-d'Yerres. Je me souviens d'une réunion où toutes les villes nouvelles de France avaient été invitées avec des villes qui bougeaient un peu. A Yerres, tout n'était pas terminé au centre culturel d'Yerres, mais on nous avait montré ça. Il y avait Hubert Dubedout, le maire de Grenoble, d'autres gens qui avaient des projets en province, en Savoie et en Bretagne, je me souviens. Le principe était de combiner les financements de tous ces ministères-là pour faire des centres éducatifs et culturels, polyvalents, qui pourraient être le support d'activités globales d'animation. Non pas d'activités spécialisées, mais un projet global.

F.F. *Donc, c'était plus que Beaubourg...*

A.D. Beaubourg on n'en parlait pas encore, ou on commençait à peine à en parler. Le projet est venu après.

F.F. *Les activités elles-mêmes étaient globales, ce n'était pas seulement rassembler sous un même toit.*

A.D. Ca se voulait une stratégie d'organisation de la vie sociale de l'ensemble d'une ville, une grande ville, à grande échelle. A Grenoble, c'est comme l'Arlequin : une réalisation qui s'inscrit dans toute une politique culturelle à l'échelle de toute la ville.

M.G. *L'idée, c'était donc d'avoir dans un même lieu dans une ville, toutes ces activités culturelles de pratiques, de spectacles, socio-culturelles.*

A.D. Avoir une politique globale de promotion, sociale et culturelle de toute la ville.

M.G. *Et Yerres était un exemple ?*

A.D. Yerres était un exemple, moins parce qu'il y avait la volonté d'une telle politique dans les municipalités, que parmi les conseillers municipaux le directeur d'une société de construction, d'équipements et qui avait tout à fait cet esprit-là. C'était une filiale de Saint-Gobain et deux ou trois ans après Saint-Gobain a laissé tomber. C'était Gep Industrie. Ils ont disparu.

M.G. *Donc l'Agora est venue de là, est née de ces idées-là ?*

A.D. Pour faire l'Agora, le problème tel qu'on se le posait, c'est qu'on avait un gros équipement administratif de la préfecture et on allait avoir un grand centre commercial de style américain, entouré de parkings et cela risquait de faire deux blocs monolithiques et repliés sur eux-mêmes, ignorant tout de l'environnement, alors qu'on rêvait d'un centre urbain qui aurait le même charme que les centres traditionnels, des réseaux de rues, de places, etc...

Alors pour passer de ces trucs monolithiques, enfermés dans leurs clôtures à un urbanisme de rues, de places et de trottoirs avec des terrasses de café, il a fallu qu'on lutte avec le centre commercial en utilisant un peu les mêmes moyens, en empilant les uns sur les autres, toute une série d'équipements publics, de financements publics. Pour faire ce groupe, faire la transition du centre commercial vers le réseau de rues et de places qui est devenu cours Blaise Pascal ou place Mendès France etc... On se demandait comment on allait convaincre les financeurs. Il y en a un qu'on avait bien convaincu, c'était Jeunesse et sports, parce que dès le début, on a fait un groupe de travail où on faisait venir chaque fois un inspecteur général de la Jeunesse et des sports qui se passionnait un peu pour l'idée de faire du nouveau, là où le terrain était vierge et c'est lui qui nous a fait connaître ce "club des quatre ou cinq". J'ai ensuite pris contact avec tous ces gens-là. J'ai essayé de comprendre ce qu'il fallait faire pour leur plaire et pour qu'ils nous donnent de l'argent pour faire.

C'est monsieur Verdet (inspecteur général de la jeunesse et des sports) qui nous a introduit dans tout cela. Tout notre travail a consisté à faire une belle maquette démontable qu'on est allé montrer à tous ces gens-là dans leurs ministères en leur montrant qu'on pouvait faire un ensemble dans lequel plus personne ne pourrait retrouver ses petits, mais que c'était bien parce que cela permettait une politique globale d'animation.

Parmi les jeunes énarques de ces ministères-là, il y a eu une personne qu'on a enflammée particulièrement, c'était Catherine Tasca. Elle a été séduite par notre idée d'animation globale autour de l'Agora et de la ferme du Bois-Briard. Et elle nous a beaucoup aidé jusqu'à ce que le fonctionnement de l'Agora soit en place. Elle est partie un tout petit peu avant à Grenoble, à la direction de la maison de la culture.

Je ne sais pas si je réponds à ce que vous souhaitez entendre, mais je vous parle des problèmes internes de l'administration. Je ne vous parle pas de la population parce que je suis venu habiter Evry en 1969 à Mousseau et ensuite j'ai suivi les pionniers en venant habiter dans les Pyramides.

M.G. et F.F. *Cette partie "de l'intérieur", c'est tout à fait intéressant. Vous disiez tout à l'heure qu'il y a eu des modifications. Dites-nous pour l'Agora, vos intentions concrètement, étaient d'ouvrir. Il n'y avait pas de clôture entre le théâtre, le centre commercial. Comment cette idée de globalité s'était-elle traduite, lorsque vous avez réussi à faire financer vos différents équipements ?*

A.D. Elle s'est mal traduite, parce que là il y a une chose, un acte très malheureux. On aurait pu faire autre chose, mais c'est le choix de l'architecte. Ce choix a été malheureux. D'autres architectes auraient pu faire beaucoup plus la transition entre le centre commercial et le cours Blaise Pascal : ils n'existaient pas encore, mais ils étaient sur le papier, sur la maquette. L'architecte a été choisi pour des motifs plus politiques, à l'époque il y avait une hantise de ne pas avoir affaire à des architectes de gauche, qui divulgueraient des choses qui n'étaient pas bonnes à mettre sur la place publique, donc le directeur de l'EPEVRY avait très peur. On lui proposait nous les architectes de l'AUA par exemple, notoirement identifiés comme appartenant au P.C. Il n'était pas question d'en parler. Je ne suis pas sûr d'ailleurs qu'ils auraient fait mieux, mais il y avait Belmont moins compromis, mais qui n'a pas fait l'affaire. On a donc pris Lecouteur. Ce qu'on a perdu dans la manière dont ce dernier a traduit le programme, parce que le programme on le lui avait fait, on lui avait ficelé jusqu'au détail de la petite salle dans la bibliothèque ou le centre de documentation pédagogique ou autre. On lui avait fait le programme ! Mais sa manière de le traduire en volumes a été assez catastrophique. On a perdu surtout beaucoup l'idée de transparence. Vous voyez la place en bas, on ne soupçonne pas la

bibliothèque quand on est sur la place couverte en bas. Alors que nous, le principe qu'on voulait appliquer, c'était une place qui ait un noeud de circulation un lieu où passe énormément de monde parce qu'il y a beaucoup de circulations qui convergent. C'est un passage obligé pour beaucoup de monde. On voulait que les gens puissent découvrir une bibliothèque, une piscine, une patinoire, enfin toutes sortes d'activités, de culture, de loisirs qui donneraient envie de s'y joindre. Il a éclaté le pôle piscine-patinoire, d'un côté, puis tout le reste ici, et puis l'idée de transparence est presque perdue.

La transition avec le cours Blaise Pascal ou la place Mendès France s'effectue par une dalle. On lui a imposé ce changement de niveau, mais il y aurait eu des moyens de le traiter, qui auraient pu le rendre beaucoup plus visible, en particulier, lorsque l'on circule en voiture autour, on ne soupçonne pas tout ça. Il aurait pu faire des escaliers monumentaux par exemple. On a été obligé de mettre un panneau en bas. Cette traduction a été assez malheureuse, c'est-à-dire qu'elle n'a pas du tout permis de sortir d'une phase de début où le centre nouveau apparaissait comme un gros centre de commerces et loisirs, mais replié sur lui-même. Cette transition vers un centre traditionnel n'était pas esquissée. Il a fallu attendre 1978 pour cela, avec l'opération des Passages, la longue série de bâtiments qu'on voit là-bas entre l'ancien FIAP et le Crédit Lyonnais, avec le cours Blaise Pascal, donc tout ça a été livré en 1978. Là on a commencé à soupçonner l'intention profonde des urbanistes, mais jusqu'alors c'était le centre commercial qui donnait le ton. Il en reste quelque chose un peu dans l'esprit des gens.

Vous voulez savoir comment les animateurs avaient disparu : il y a beaucoup de choses qui interfèrent, mais peut-être que la plus importante de toutes, c'est que l'argent a manqué. Avant de passer à cette phase-là, il y a eu une période où il se passait au Bois-Briard et à l'Agora les activités de mise en relation dont je vous ai parlées, à propos des bretons par exemple. Il y a eu aussi une quinzaine du troisième âge où on avait installé sur la place de l'Agora des retraités qui avaient exercé des métiers plus ou moins artistiques : dentellière, relieur, vanneur, etc... C'est la période aussi où il y a eu le Stade français d'Evry, une équipe de basket de rang national qui faisait parler d'Evry presque toutes les semaines sur les informations nationales. Il y avait un programme culturel de l'Agora beaucoup plus fourni que maintenant.

F.F. Je ne connaissais pas Evry. Je ne savais pas du tout où était la place de l'Agora. Et tout ce que vous dites, j'ai du mal à l'imaginer... Cela a beaucoup changé.

A.D. Oui en effet. A la place du Quick en bas, il y a eu un changement considérable, il y avait une brasserie d'hommes d'affaires. Une brasserie haut de gamme, qui s'appelait l'Hexagora. Ça a failli causer des ennuis au maire de l'époque parce qu'une année, il se disait que la moitié du budget de relations publiques de la mairie avait servi à payer les notes de la brasserie ! Le maire de l'époque, Boscher était très souvent là en repas d'affaires, lui et d'autres, les industriels du secteur. Ça donnait une animation d'un tout autre type que maintenant.

Sur la place de l'Agora, il y avait les hôtesse dont je vous ai parlé, il y avait des tables de ping-pong ; ça a créé des tensions assez vite, car c'était un peu n'importe qui qui jouait - ce sont les gens qui le disaient - mais à l'époque où sont apparus des gestes de racket, des vieilles personnes ou des jeunes se faisaient prendre le porte-monnaie, en sortant de la place de l'Agora. On a très vite accusé les joueurs de ping-pong d'être à l'origine de cela.

Il y avait "L'aire libre", nom donné par une organisation qui n'avait pas de statut. L'église catholique et l'église réformée de France avaient acheté ce lieu pour y développer une animation oecuménique. Cela a fonctionné pendant trois ou quatre ans. Ce lieu-là a fixé pas mal de gens autour de soirées-musique, de soirées-poésie, de thèmes sur les prisons par exemple. On faisait venir un spécialiste national et des gens qui travaillaient à la prison de Fleury-Mérogis et puis des jeunes, des lycéens qui se passionnaient pour le problème des prisons. Il y en a eu aussi beaucoup d'autres thèmes.

L'activité de l'Agora actuelle ne donne pas une image de ce qu'elle a été dans cette période-là, en 1975-1980.

M.G. *Ce qui est très intéressant dans ce que vous dites, c'est que vous resituez la construction de la ville dans les idées qui les animaient au départ. C'est ce qu'il faut faire, pour nous c'est important, parce que tout le monde dit que ça a changé. On peut le constater tous les jours, mais resituer la ville nouvelle dans un contexte, je dirais presque idéologique, de construction d'une ville, ce sont des choses que l'on ne voit pas beaucoup.*

A.D. Il y a une chose que vous ne pouvez pas mesurer, c'est que la ville telle qu'elle est construite maintenant, ce qui est construit là, pour le centre correspond à peu près au programme qui avait été prévu, mais pour les quartiers, il y a eu un infléchissement. Au départ on prévoyait soixante-dix pour cent de collectif et trente pour cent d'individuel, ce n'est pas le contraire dans la zone centrale entre l'autoroute et la nationale 7, mais c'est plutôt cinquante/cinquante que trente/soixante-dix. Il y a beaucoup de quartiers, en particulier au Bois Sauvage et aux Aunettes où on a fait surtout des individuels alors qu'initialement on était parti sur quelque chose de beaucoup plus volontaire encore que ce qui est réalisé. On était parti sur l'idée d'un huit, avec un centre, les parcs dans les boucles. Le huit était parcouru par un mini-métro. Un système de transport en commun qui aurait diffusé la centralité partout, dans toute cette zone-là. Peut-être qu'on y arrivera un jour.

M.G. *Cela a-t-il commencé à être réalisé ? C'était un site propre ?*

A.D. Oui, c'était un site propre. Avant de rentabiliser un mini-métro qui passe toutes les trois ou cinq minutes, qui ne fait que cela, il faut beaucoup d'habitants. Peut-être dans un siècle on y arrivera.

M.G. *Vous voulez dire que le fait de faire des pavillons ne facilite pas ce genre d'infrastructures, car la ville s'étend, et il n'y a pas le nombre d'habitants dans un rayon suffisamment restreint.*

A.D. Au début, au lieu de faire un 8 on a fait un X avec des lignes d'autobus qui vont chercher des habitants beaucoup plus loin, et dont les branches s'étirent indéfiniment.

F.F. *C'est bien le rêve comme vous dites, parce que là tout le monde est dans le centre.*

M.G. *On peut aller dans le centre en deux minutes sans prendre sa voiture, quand on voit le parking de l'Agora qui est plein à 9h du matin.*

A.D. Vous dites ça du point de vue des habitants, mais cela avait une autre signification, du point de vue des activités. Les activités qui ne sont qu'au centre, elles pouvaient aussi bien s'installer là, n'importe où, autrement dit on voyait partout, entre la SNECMA, Ris-Orangis, la nationale 7 et l'autoroute, tout ce plateau-là était aussi grouillant que Paris. Mais c'est bien ce que je dis, on nous avait demandé de rêver une ville terminée. On a marché sur cette idée-là.

M.G. *Est-ce que dans les autres villes nouvelles, vous étiez les premiers à réfléchir, avez-vous fait des émules ?*

A.D. Alors-là on était tous rivaux. On partait tous sur des idées totalement différentes, et ça, c'est très intéressant de comparer une ville nouvelle à une autre, parce que si on est parti là-dessus, nous, c'est qu'on voulait faire d'abord un centre fort dans lequel, à distance de piétons, on mettait tous les ingrédients de centre d'une capitale régionale. Ils y sont à peu près, maintenant. Mais il n'y avait que nous à être si attachés que cela, à cette idée de centralité aussi forte.

III. TEMOINS LOCAUX

Les entretiens qui suivent ont été réalisés par ACTE 91⁵ dans le cadre de l'exposition "Essonne, Naissance d'un département", avec l'aide de Mémoire de la ville nouvelle.

III.1 LA SECRETAIRE DE LA MAIRIE D'EVRY

(entretien avec Sylviane Bertrand)

III.2 UN HABITANT DU VIEIL EVRY

(entretien avec Charles Cornet)

⁵ ACTE 91 = association culturelle et technique de l'Essonne

III.1 LA SECRETAIRE DE LA MAIRIE D'EVRY

Muriel Genthon et Henri Jarrige.
Entretien avec Sylviane Bertrand
25 avril 1995

Muriel Genthon

Madame Bertrand, nous sommes dans votre bureau à la mairie d'Evry, vous êtes responsable du personnel. Depuis quand ?

Sylviane Bertrand

Je suis responsable du service de la gestion du personnel depuis une douzaine d'années, employée à la mairie d'Evry depuis le 1^{er} octobre 1956.

La commune comptait alors environ 1500 habitants et j'étais seule employée administrative.

Le maire, élu en 1954, était Michel Boscher.

La mairie se trouvait alors boulevard Aguado et était composée d'une pièce unique que jouxtaient dans le même bâtiment, une classe primaire et une classe maternelle.

La construction du premier groupe scolaire venait de s'achever (Maréchal Leclerc), rue Emmanuel Pastré et ce fut l'occasion pour la mairie de récupérer une salle à usage de salle du conseil municipal et de mariages.

Le travail était totalement différent et la population se comptait et se connaissait.

De ce fait, le caractère humain et relationnel était très important et la mairie était le lieu administratif mais également « refuge » où toute difficulté devait trouver sa solution. Un quelconque problème allait s'exposer en mairie.

Rurale, Evry-Petit-Bourg l'était, et j'en ai gardé cette image.

Monsieur Hubert Pastré était encore regardé par les habitants, comme un personnage important d'Evry avec ses trois fermes et ses trois métayers "fermes du Rouillon, de Mousseau et de la Grange".

Les roseraies sur Grand-Bourg appartenaient à monsieur Delbard.

Et, bien évidemment, les religieuses, la ferme de Grand-Bourg, la Solitude célèbre par ses confitures, le château de Mousseau, maison de retraite de religieuses âgées de la Congrégation Notre-Dame des Champs de Paris, bâtisse que j'ai vu détruire pour permettre la construction de la clinique du même nom.

C'était encore, les châteaux, Beauvoir, la Grange Feu Louis, Mousseau, Grand-Bourg ainsi que les restes du château de Petit-Bourg détruit à la fin de la guerre.

M.G. Pastré était-il maire à l'époque ?

S.B. Non, son père Emmanuel l'avait été. Il faut savoir que l'image d'Evry lorsque j'y suis arrivée, était encore liée à celle de monsieur Hubert Pastré, propriétaire d'une grande partie du territoire de la ville et que les quelques corps de métiers représentés travaillaient - compte-tenu de l'importance du village - beaucoup pour lui. Je suis arrivée à Evry, peu après les élections municipales dites « d'intérêt général » qui avaient porté Michel Boscher au siège de maire.

M.G. Les changements sont-ils intervenus rapidement ?

S.B. Pas dans un premier temps. Evry s'était étoffée dans sa partie ancienne de petits quartiers, mais entre ce moment et la création de la ville nouvelle, il a tout de même fallu compter du temps.

M.G. *L'idée de la ville nouvelle était concomitante à celle d'une préfecture ?*

S.B. L'événement premier était qu'Evry allait devenir préfecture, puis en second lieu ville nouvelle. Bien évidemment venait à l'esprit qu'il allait y avoir des habitations en nombre, des structures nouvelles, des commerces, des équipements nouveaux, mais j'avoue n'avoir pas très bien réalisé l'ampleur du phénomène et puis doucement la population a réagi par une certaine fierté, beaucoup de questions et un peu de craintes ... tout de même.

M.G. *Quel a été le rôle du maire ?*

S.B. Il a été sans aucun doute prépondérant, Michel Boscher est à l'origine de la loi du même nom sur les villes nouvelles.

M.G. *Vous en avait-il parlé ?*

S.B. Le Secrétaire général informait le personnel. Je me souviens qu'un concours d'architecture avait été organisé à Paris pour les premiers quartiers de la ville nouvelle et que le Secrétaire général s'y était rendu. Il en est revenu surpris par l'ampleur des projets.

Evry allait subir une évolution totale et basculer d'une époque sur une autre et échanger son spectacle de cultures, de champs, d'élevage contre celle de constructions, de réseaux routiers, de commerces. Il y avait de quoi se poser des questions.

La population se réfugiait derrière le fait que le grand charivari allait se situer au-delà de la nationale 7 et qu'il y aurait la ville ancienne et la ville nouvelle.

M.G. *Comment la voyiez-vous à l'époque ?*

S.B. Je ne la voyais pas ou pas comme elle est je pense, mais comment l'imaginer à l'époque ? Avec des grands boulevards peut-être et de l'espace libre entre les constructions et je regrettais au fur et à mesure des réalisations de n'en pas voir assez.

Mais il est vrai que dans les premières années il était difficile de se rendre compte ; elle a beaucoup plus d'allure aujourd'hui, les plantations s'étant donné le temps de s'épanouir.

M.G. *Comment se sont passés les changements ?*

S.B. Les infrastructures m'ont donné l'impression d'être relativement longues à sortir de terre.

M.G. *Que s'est-il passé entre 64 et 70 ?*

S.B. Mon souvenir est assez éparpillé : l'annonce des projets, la curiosité d'aller voir ce qui se passait, beaucoup de chantiers, le rôle de l'EPEVRY ...

M.G. *L'aménagement d'Evry passe-t-il toujours par eux ?*

S.B. L'EPEVRY a dépassé son temps initial d'existence, mais est toujours présent sur la ville et achève, je l'imagine, sa mission.

Henri Jarrige

Un des responsables de l'EPEVRY est maintenant directeur de l'urbanisme à la ville d'Evry.

S.B. C'est bien, il est la mémoire de la ville et c'est une continuité qui doit être pour lui, intéressante.

H.J. *Vous souvenez-vous du chantier de la préfecture ?*

S.B. Bien évidemment je me déplaçais pour voir l'état d'avancement des travaux et j'aimais le modernisme de la structure et puis, il allait y avoir la proximité des démarches administratives qui s'en trouveraient facilitées, imaginez Versailles... et je pense que s'il y a eu impatience au niveau des travaux, c'est bien sûr ceux de la construction de la préfecture.

M.G. *L'ouverture de l'Agora a constitué un moment important ?*

S.B. Une proximité commerciale était attendue. J'ai le souvenir du jour inaugural, assez fou. Un type de structure commerciale peu connu avait attiré tellement de curieux qu'en final je n'ai jamais pu y accéder ce jour là, mais depuis.... je connais ! Et puis, il y eut les constructions à usage d'habitation, bienvenues. Pouvoir se loger à Evry, enfin. La pénurie de logements avait duré. Lorsque je suis arrivée à Evry, il était très difficile de se loger puis, il y eut les projets du Bonhomme en Pierre et du Parc-aux-Lièvres et du Champtier-du-Coq et après il fallut attendre la ville nouvelle.

M.G. *Comment avez vous ressenti l'augmentation dans le cadre de votre activité à la mairie d'Evry ?*

S.B. Progressivement d'abord. Entre le moment où l'on a su qu'Evry était appelée à grandir, que l'EPEVRY s'installe, que les espaces soient acquis et que les travaux commencent, le temps a semblé long. La curiosité de voir enfin "sortir hors du gazon" les projets sur papier était grande. Et puis petit à petit, l'énorme travail souterrain qui a été nécessaire a laissé entrevoir les volumes, les hauteurs et les perspectives. La population est arrivée après et les secteurs de la mairie ont dû soit se créer, soit s'adapter.

M.G. *Que sont devenus les anciens habitants que vous connaissiez, comment ont-ils vécu ce changement ?*

S.B. Il ne semble pas qu'ils l'aient mal vécu, d'autant qu'ils habitaient dans la partie ancienne de la ville, partie qui a été préservée et conserve, pour mon plus grand plaisir, certains côtés vieillots. Je m'étonne de toujours rencontrer des gens qui habitaient le quartier où j'habitais moi-même, de penser qu'ils ne l'ont jamais quitté et qu'ils y sont encore nombreux.

M.G. *Où habitez-vous ?*

S.B. Dans un immeuble H.L.M. de la rue Mathilde pendant 9 années.

Puis en 1968, mon mari et moi-même avons acheté un petit lot de terrain, rue du Bras-de-fer où nous avons construit et où j'habite toujours.

M.G. *Avez-vous des souvenirs de l'ouverture de la préfecture et de la visite de Georges Pompidou ?*

S.B. Je me souviens de l'ouverture et surtout de tout ce qui s'en trouverait de ce fait modifié. A titre personnel, la proximité, à titre professionnel, la gestion désormais par cette administration de tout ce qu'à titre transitoire, les services de la mairie avaient dû assurer, notamment l'instruction des dossiers de demandes de titres de séjour des étrangers, à Evry importants, et de nationalités diverses.

M.G. *Aviez-vous des liens, avant, avec Versailles ?*

S.B. Le personnel notamment dépendait du S.I.P.C.L. et l'intermédiaire de la tutelle comme aujourd'hui se situait au niveau de la sous-préfecture de Corbeil-Essonnes. S'agissant des déplacements, il arrivait en effet que le maire ou le secrétaire général s'y rendent pour traiter des dossiers particuliers.

M.G. *Vous souvenez-vous des premiers habitants vers 1971, du Parc-aux-Lièvres et du Champtier- du-Coq ?*

S.B. Le rythme a commencé à changer à ce moment. Les recensements de la population étaient attendus et faisaient l'objet d'études et de calculs, en vue de planifier les réalisations à tous niveaux : classes maternelles, restauration, Maison de quartier, équipements divers.

Il convenait de ne pas se faire rattraper par les besoins et ils étaient multiples.

J'ai toujours connu Evry en projets de toutes sortes. C'était professionnellement passionnant.

M.G. *Y avait-il une demande de la population ?*

S.B. Bien sûr ! Elle arrivait sur Evry et souhaitait que les nécessités de sa vie quotidienne soient prises en compte.

Il faut dire que le pas a été énorme, même si progressif, mais j'ai la vision d'une période où l'on voyait tout arriver à la fois.

M.G. *Aviez-vous le sentiment de vivre dans un chantier ?*

S.B. Pendant très longtemps, j'ai gardé le souvenir de camions en tous sens et de murs en béton qui ne voulaient encore rien dire.

Cela continue à moindre échelle. J'ai encore des surprises, notamment au niveau des voies d'accès à Evry.

M.G. *Parlez-nous de la "faune".*

S.B. Du côté de la population, tous les évréens se connaissaient. Cette connaissance était liée bien évidemment aux années et à l'évolution. A mon arrivée en 1956, pas très loin de l'après-guerre, ce n'était pas Evry, mais un peu Clochemerle.

De surcroît, je n'étais pas fille du pays. On venait en mairie à tour de rôle, pour voir "l'étrangère de Corbeil" et on me le faisait savoir. Cela paraît fou, mais c'était ainsi et il m'a fallu du temps pour me faire accepter.

Côté décor, la campagne, le brûlage des foins en septembre, la cueillette des petits pois, la visite des gardes-chasses, puis le bétail, et lorsque le fermier d'Aguado sortait ses vaches, impossible de passer, même avec un vélo, il fallait attendre.

J'avoue avoir été très surprise de la foule de choses que l'on réglait en mairie à cette époque.

Et puis, doucement, l'évolution jusqu'à la nouvelle qu'Evry devenait une ville nouvelle et surtout, préfecture.

M.G. *Comment ont réagi les Corbeillois ?*

S.B. Pas très bien, ils l'ont mal vécu. Une certaine jalousie du prestige que représentait pour eux l'idée d'une ville préfecture dont ils s'estimaient injustement privés.

Les conversations, sur le sujet, ont été longtemps alimentées par le fait que la sous-préfecture étant à Corbeil, la préfecture devait légitimement prendre sa place.

M.G. *Trouvez-vous que c'est une bonne chose, la préfecture à Evry ?*

S.B. Que la préfecture soit à Evry, oui. Que cette ville ait été une ville nouvelle ? Je pense qu'il faut attendre qu'elle prenne de l'âge, que la vie s'imbrique d'un quartier sur l'autre.

M.G. *C'est incompatible avec une simplification de l'administration et de la gestion ?*

S.B. A mon sens, oui, notamment au niveau budgétaire. Sur la ville, plusieurs budgets interfèrent et la gestion ne s'en trouve pas simplifiée.

Mais il s'agit d'un jugement personnel car je ne suis pas au fait du bénéfice qui en est tiré.

M.G. *Quel est votre sentiment, vous ?*

S.B. La ville a poussé tellement vite que quelque part, certaines difficultés rencontrées ou erreurs commises ne l'auraient pas été parce que le temps donné aurait permis d'anticiper d'autres organisations.

M.G. *Parlez-nous de votre vie de famille...*

S.B. Mariée, un enfant lui-même marié l'an passé et papa depuis peu.

Si pour moi, en tant que mère, les choses n'ont pas été facilitées parce que les structures ne s'y prêtaient pas alors et que l'esprit social n'était pas autant développé ou que la ville n'avait pas une population suffisante pour cela, aujourd'hui les femmes qui ont une activité professionnelle ont beaucoup plus d'aide :

- des crèches, des centres de loisirs, des garderies

- le personnel de la mairie dispose de facilités d'absences pour ses enfants, etc...
- Quant aux équipements, je pense qu'Evry offre le maximum tant aux enfants qu'aux parents.

M.G. Y avait-il une vie de quartier en arrivant ?

S.B. Oui, bien sûr, mais liée à la taille de l'époque. J'ai une certaine nostalgie de la ville, au seuil des 15.000 habitants, parce que j'avais une connaissance des habitants et de tout ce qui s'y faisait ou allait s'y faire.

Dans les anciens quartiers, je revois les gens qui me reconnaissent. J'en suis toujours surprise et parce que j'ai connu longtemps ce climat convivial, cette connaissance des individus et de leurs vies et problèmes, l'anonymat incontournable qu'engendre une grande ville, quelque part me pèse.

M.G. Et votre fils, comment ressent-il la ville nouvelle ?

S.B. Il est né en 1971 et n'a connu que la maternelle et primaire des quartiers de Mousseau et le collège du Village ; sa scolarité ne s'est pas poursuivie à Evry.

Il est comme sa maman et aime l'espace et la nature, mais ne dédaigne pas de pouvoir disposer des équipements que la ville met à sa disposition.

Je ne sais s'il restera sur Evry, mais ne s'en éloignera pas vraiment, car passionné de bowling, il sait que toutes les villes ne disposent pas de ce type d'équipement.

III.2 UN HABITANT DU VIEIL EVRY

Henri Jarrige
Entretien avec Charles Cornet
du 26 avril 1995

Henri Jarrige

Depuis combien de temps habitez-vous à Evry?

Charles Cornet

Depuis 1951 ou 1952. J'ai vu les élections de 54 gagnées par Boscher.

Avant d'habiter au Parc, j'habitais place d'Armes, face au monument aux Morts, près de la boulangerie. Le logement était lamentable mais l'environnement sensas, des voisins très sympa et une sécurité parfaite. On pouvait sortir sans avoir de mauvaises surprises au retour. Nous allions aussi chercher le lait à la ferme.

Ce logement, je l'avais eu par Decauville. Le chef de personnel de l'époque m'a donné les clefs en me disant: "Allez visiter, vous me direz si ça vous plaît". J'ai été le visiter, et ma foi en revenant, il m'a dit: "Vous n'en voulez pas". J'ai dit "Mais si, je le prends quand même". Il était étonné. Il faut dire que ce logement avait été occupé par un aveugle, il avait peint les murs au goudron. Les toilettes étaient dans la cour, pas d'eau courante. Mais nous étions heureux, enfin réunis.

Ensuite, nous avons acheté au Parc en 1958. La vie était changée, tout le confort, douches, toilettes, dans un cadre agréable.

H.J. *Et l'annonce de la transformation d'Evry en capitale du département?*

C.C. A cette époque, je travaillais chez Decauville. J'étais syndicaliste. Evidemment ça remuait beaucoup et la décision de porter Evry préfecture mettait Corbeil en situation d'infériorité.

Les gens ont donc réagi à l'époque. On regrettait la préfecture à Corbeil, et à côté de cela, il y avait un avantage ; avant, toutes les démarches administratives se faisaient à Versailles, même au point de vue syndical. Je me rappelle que les copains allaient chercher cartes et timbres de syndicat à Argenteuil.

H.J. *Quand vous êtes-vous rendu compte qu'il allait y avoir une Ville Nouvelle?*

C.C. Un soir après l'annonce, Boscher nous avait convié à Paris. Différentes maquettes nous furent présentées, on nous demanda de voter, et, c'est la maquette des Pyramides qui obtint la majorité. Mais la démarche avait été correcte, car toutes les tendances politiques avaient été représentées. Bref, je me sens un peu coupable!

H.J. Qu'est-ce qui a changé?

C.C. Beaucoup de choses ont changé, d'un petit village, nous devenions une ville, avec commerces, cinéma, théâtre, piscine. Avant nous n'avions rien, le cinéma, nous y allions à Corbeil, souvent à pied. Je me rappelle l'ouverture des salles de cinéma, il y avait la queue. Un problème pendant la construction du centre, l'accès était difficile, la voirie n'avait pas suivi, il n'y avait presque pas de trottoirs.

Delbard quand on a rasé les rosiers : un après-midi, de notre huitième, nous avons vu (car à l'époque nous avions une vue superbe) un nombre important de voitures arrêtées, on croyait à un accident - alors que c'était le pillage des Rosiers Delbard.

Le Parc aux Lièvres : dans les années 50, je venais de Souppes pour aménager et nettoyer le logement qui m'avait été attribué ; nous venions par le car. Du car mon beau-père (un fin chasseur) me dit: "Regarde les lièvres là-bas" ; je me dis : "Pépère, il déconne", mais il avait raison - moi qui venais de Saint-Nazaire, on ne voyait pas de gibier dans les rues! Effectivement, c'était bourré de gibier. Une autre fois, j'allais à l'enterrement d'une amie, j'attendais le car sur la N7 ; dans un champ, en face l'arrêt, les lièvres tournaient en rond. Le Parc aux Lièvres méritait bien son nom.

ANNEXES

CHRONOLOGIE

BIBLIOGRAPHIE

GLOSSAIRE DES SIGLES

CHRONOLOGIE

1964 :

- décision de créer de nouveaux départements autour de Paris, dont l'Essonne; les chefs-lieux ne sont pas encore fixés (loi du 10 juillet)

1965 :

- désignation d'Evry comme chef-lieu du département de l'Essonne
- Evry-Petit-Bourg devient Evry, à la demande de son conseil municipal
- publication du schéma directeur de la région de Paris (SDAURP), faisant d'Evry le siège de l'une des villes nouvelles

1966 :

- saisine du District sur un premier "schéma des structures de la ville nouvelle d'Evry et de son environnement"
- création de la Mission d'étude et d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry

1967 :

- installation à Evry, dans les champs, de la Mission d'étude
- visite de M. Pisani, ministre de l'Equipement, qui considère le projet de ville nouvelle comme une "aventure intellectuelle"
- première DUP (Déclaration d'utilité publique) portant sur l'acquisition des terrains de la zone centrale

1968 :

- acquisition à l'amiable de 1 000 hectares au prix de terres agricoles
- démarrage des premiers travaux d'aménagement

1969 :

- création par décret de l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry (EPEVRY)
- révision du schéma général d'aménagement
- mise en service de l'hôtel Novotel, le long de l'autoroute du sud

1971 :

- mise en service de la préfecture, des premiers logements et des premières usines
- visite du président de la République (Georges Pompidou) à la préfecture

1972 :

- le groupement UCY est déclaré lauréat du concours portant sur la conception et la réalisation du premier grand quartier central, Evry 1

1973 :

- création du Syndicat communautaire d'aménagement de l'agglomération nouvelle d'Evry (SCA), issu de la loi Boscher de juillet 1970
- inauguration de l'hippodrome d'Evry

1975 :

- conseil des ministres à Evry, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing
 - "naissance d'une ville nouvelle"⁶ : le 19 mars, inauguration de l'Agora, du centre commercial régional Evry 2 et du site propre de transport en commun.
-

⁶ titre des affiches et expression figurant sur les cartons d'invitation à l'inauguration du 19 mars

BIBLIOGRAPHIE

Ce DOCUMENT MEMOIRE n°1 présente les **origines de la ville nouvelle** ("une décision venue d'en haut", les réactions locales), ainsi que la **phase de sa conception** (principes et objectifs d'urbanisme, programmation) jusqu'au 19 mars 1975, salué comme le jour de la "naissance d'une ville nouvelle". La bibliographie est donc axée sur ces thèmes ; elle laisse volontairement de côté d'autres aspects : les réalisations, l'arrivée des nouveaux habitants, la vie socioculturelle, ... - lesquels pourront être traités dans des documents ultérieurs.

Les lieux de consultation sur l'agglomération nouvelle sont précisés après chaque référence (MA : Médiathèque de l'Agora ; OT : Office du tourisme ; SAN : service Documentation archives du SAN).

- *Paul Delouvrier ou la passion d'agir*, Roselyne Chenu, © éditions du Seuil, 1994 (MA, OT, SAN).

Voir le chapitre intitulé : "L'esprit de décision : histoire du schéma directeur", p. 227 à 273.

- *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris* (SDAURP), la Documentation française, 1966 .

Le SDAURP, rendu public en 1965, a lancé les villes nouvelles autour de Paris ; il explicite les raisons de ce choix d'urbanisme volontariste.

- *Evry centre urbain nouveau et ville nouvelle*, Cahier de l'IAURP n°15, 1969 (OT, SAN).

Ce cahier explique la conception du schéma général d'aménagement du "périmètre d'étude" de la ville nouvelle (14 communes) ; il présente les objectifs urbanistiques et quantitatifs, ainsi que les grands principes de programmation.

- *Naissance d'un département*, collection Mémoire d'Essonne, © ACTE 91, 1996 (MA, OT).

Ce livre a été publié à partir des matériaux collectés pour l'exposition réalisée à l'occasion de la commémoration des trente ans de l'Essonne. Il présente le contexte de l'ancienne Seine & Oise, la création des nouveaux départements, la publication concomitante du Schéma directeur, le vécu des pionniers.

- *Essonne, naissance d'un département*, Cahier du CREPIF n°58, mars 1997 (MA, OT).

A lire dans ce compte-rendu du colloque du 30 novembre 1996, organisé par ACTE 91 et le CREPIF : a) "L'histoire de l'aménagement régional depuis 1945" par François Dugeny (plan Prost, PARP, PADOG..., p.65 à 72) ; b) l'intervention de Michel Mottez sur la ville nouvelle, "pour mettre en valeur le vent d'innovation qui soufflait dans les années 70" (p. 103 à 110).

- *20 ans après Evry en chiffres*, © EPEVRY, 1985 (MA, OT, SAN)

Ce bilan chiffré de la réalisation de la ville nouvelle 20 ans après la publication du SDAURP a l'intérêt de présenter de nombreux extraits dudit schéma directeur - alors qu'il est aujourd'hui difficile de se le procurer en édition complète (il n'est pas disponible dans les lieux de consultation publique de l'agglomération).

- *Créer un centre ville : Evry*, André Darmagnac, François Desbruyères, Michel Mottez, © éditions du Moniteur, 1980 (MA, OT, SAN).

La conception du centre ville, et les modalités de sa réalisation jusqu'à la fin des années 70.

- *Evry, les équipements publics*, Cahier de l'IAURP n°52, 1978.

Options d'urbanisme et de programmation de la ville nouvelle, l'innovation dans les équipements publics, les réalisations (jusqu'en 1978).

- *C'était en 1900, Bondoufle, Courcouronnes, Evry, Lisses, Ris-Orangis*, Jacques Guyard, © Adef, 1985 (MA, OT, SAN).

Lire dans le chapitre "Comment changer de nom ou les différentes appellations d'Evry", les § "D'Evry-Petit-Bourg à Evry tout court" et "Baptiser la ville nouvelle?", p. 136 à 138, 138 et 142.

- *Envie de ville*, Jacques Guyard et Dominique Planquette, © Adef, 1991 (MA, OT, SAN).

Voir en particulier les photos en noir et blanc sur les premières années de la ville nouvelle (maquettes, chantiers).

- *Evry, moments de vie, histoires, architectures*, préface de Jacques Guyard, sous la direction de Jacques Longuet, Mario Botta, Yves Damoiseau, André Darmagnac, Charlotte Hug, Henri Jarrige, Dominique Lemaire, © éditions ACATOS, 1997 (MA, OT, SAN).

Sur la conception de la ville nouvelle et l'évolution des idées urbanistiques ou architecturales, voir en particulier les chapitres : "Gestation et naissance d'une ville" et "Une architecture évolutive".

- *Villes nouvelles*, revue Urbanisme (n°301), et *Villes nouvelles de France, 1968 - 1998 Bibliographie*, ibid. (supplément au n°301), juillet août 1998 (MA, OT, SAN).

Parmi les nombreux articles qui tentent de faire un bilan des villes nouvelles au bout de 30 ans, celui d'Eve Jouannais est à souligner : "La préhistoire des villes nouvelles", qui présente la création des villes nouvelles dans son contexte historique (développement des villes et de l'automobile, mouvement des idées).

Le supplément *Bibliographie* est d'une grande richesse (192 pages format revue, dont 15 sur Evry) ; il est en outre à jour (été 1998) ; pour chaque référence, le lieu de consultation est précisé.

Lieux de consultations sur l'agglomération nouvelle

- **Médiathèque (MA)**, place de l'Agora, Evry, tél. 01 69 91 59 59

La médiathèque de l'Agora a mis en place un "fonds local" situé dans la salle d'étude (niveau -2) : ouvrages et documents divers sur la ville nouvelle.

- **Office du tourisme (OT)**, 23 cours Blaise Pascal, Evry, tél. 01 60 78 79 99

Avec l'aide de l'association Mémoire de la ville nouvelle, l'Office du tourisme met à disposition de ses visiteurs un "coin lecture", où ils peuvent consulter des livres sur l'urbanisme, les villes nouvelles en général, la ville nouvelle d'Evry en particulier (ainsi bien sûr que sur le tourisme).

- **Service Documentation - Archives du SAN (SAN)**, place de l'Agora (niveau haut), Evry, tél. 01 69 91 58 27

Le Service Documentation Archives du SAN est ouvert au public ; il dispose d'un "fonds local".

GLOSSAIRE DES SIGLES

ACAVE : association des clubs de prévention de la ville nouvelle d'Evry.

ACTE 91 : Association culturelle et technique de l'Essonne (créée à l'initiative du Conseil général de l'Essonne).

AUA : Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (a participé au concours d'Evry 1, dans le cadre de l'équipe EUREVRY, laquelle a été classée deuxième).

DASS : direction de l'Action sanitaire et sociale (service extérieur de l'Etat dans le département).

DDE : direction départementale de l'Equipement (service extérieur de l'Etat dans le département).

DUP : déclaration d'utilité publique.

EPEVRY : Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry.

FIAP : Foyer international d'accueil et de promotion (le FIAP d'Evry - ou FIAPEVRY - a fonctionné pendant une dizaine d'années dans le centre ville, à partir de 1978).

FIC : Fonds d'intervention culturelle.

HLM : habitations à loyer modéré (logements sociaux des années 50, 60 et 70).

IAURP : Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (a mis au point le schéma directeur de 1965 ; est devenu par la suite l'IAURIF, puis avec la décentralisation l'outil de réflexion de la région Ile de France).

MVN : association Mémoire de la ville nouvelle [d'Evry].

PADOG : Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne (publié en 1960).

SCA : Syndicat communautaire d'aménagement (1973 - 1984).

SAN : Syndicat d'agglomération nouvelle (depuis 1984).

SDAURP : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (publié en 1965).

UCY : Union des constructeurs d'Evry 1 (équipe lauréate du concours d'architecture et d'urbanisme portant sur Evry 1, devenu le quartier des Pyramides).

Ce DOCUMENT MEMOIRE n°1 a été conçu et mis en forme par Claude et Halima Alt, Yves Damoiseau, Henri Jarrige, Dominique Planquette.

Association Mémoire de la ville nouvelle
siège social : Médathèque place de l'Agora - 91000 Evry

50 francs